

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 23 JUIN

N° 216 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Après l'arrivée des casques verts, l'armée syrienne décidée à rester au Liban

Voir page 7

LES ÉLECTIONS EN ITALIE

LE COMPROMIS HISTORIQUE COMPROMIS

Les élections italiennes ont confirmé la poussée électorale du parti révisionniste italien : avec 34,4 % des voix il gagne 7 % sur les élections législatives de 1972. Mais en contre partie, on assiste à une inattendue remontée de la Démocratie-Chrétienne, avec 38,7 % elle retrouve ses voix de 1972. En gagnant 52 sièges à la Chambre, le PCI est le seul parti à progresser dans l'assemblée.



Des solutions qui laissent entiers les problèmes posés par les luttes des masses.

En apparence donc, le PCI a remporté une victoire électorale, qui devrait lui permettre de mettre en place son projet de «compromis historique». Mais son principal partenaire, la DC s'est affirmée au cours des élections, précisément parce qu'elle s'est violemment opposée à la venue du PCI au pouvoir, aussi n'est-elle pas prête semble-t-il, à accepter la grande alliance avec le PC. Bien plus, elle prend dès à présent l'initiative pour proposer, par la voix de son secrétaire général Zaccagnini, une grande consultation pour établir un consensus de tous les partis pour un program-

me minimum, que la DC appliquerait sans la participation du PC.

Ce programme minimum, «redressement de l'économie» et «retour à l'ordre» que se sont disputés PCI et DC tout au long de la campagne

électorale revient à faire empirer la situation de la classe ouvrière. Les deux projets qui s'affrontent aujourd'hui trouveront-ils un «compromis» ? Le PCI devra-t-il se plier aux exigences de la DC, pourra-t-il le faire et l'acceptera-t-il ?

Voir p.7 le reportage de notre envoyé spécial Camille NOËL

Procès Simeoni

5 ANS DE PRISON DONT 3 FERMES

Sécheresse :

La production de lait en baisse

Les ministres de l'agriculture des Neuf se sont réunis pour débattre de la sécheresse. De leurs palabres, il n'est ressorti que peu de choses. La Commission de Bruxelles a décidé de faciliter les ventes de bovins. C'est seulement depuis hier que l'Office de la Viande (l'ONIBEV) s'est décidé à intervenir pour soutenir les cours, alors que le prix des bovins s'est effondré depuis plusieurs semaines. Notre envoyé spécial en Basse-Normandie a débattu de cela avec les paysans de la région qui se trouvent dans une situation que la baisse de la collecte de lait ne fait qu'aggraver encore.

«La Cour de Sécurité de l'Etat» hurle un gendarme, alors que ses collègues tendent leurs mitraillettes. Pour tous ceux qui se serrent dans la salle de la Cour d'Assises de Paris, ce cérémonial dérisoire ne signifie qu'une chose : la décision est prise. La lecture des attendus commence. A la question Edmond Siméoni est-il coupable de tentative d'homicide involontaire, la cour répond non. Dans la salle, le silence devient pesant. Et puis le verdict tombe : cinq ans de prison, dont deux avec sursis pour Siméoni. C'est la stupeur. Pour les autres accusés, un an de prison avec sursis, en vertu de la loi anti-casseurs.

luttés populaires, la mesure politique apparaît. Trois ans de prison ferme, même si, comme l'estime la défense, Edmond Siméoni, à la faveur des réductions de peine sera libéré plus tôt, c'est un avertissement contre le peuple corse, une façon de dire : «La lutte ne paye pas ; nous qui détenons le pouvoir, ne céderons pas aux luttes populaires. Nous continuerons à envoyer des CRS, s'il le faut». Les premières réactions, que ce soit devant le Palais de Justice bouclé par les gardes mobiles, fusils lance-grenades à l'épaule, ou devant le comité de soutien, cours Paoli, à Bastia, montrent que les Corses ne s'y sont pas trompés. «Ils ont osé !», disait la foule rassemblée devant le Palais de Justice, alors que les drapeaux corses s'agitaient et que les chants retentissaient.

La salle se lève, et entonne l'hymne Corse : «U Columbu».

A travers ce verdict qui frappe un militant qui a cristallisé autour de lui les

Suite page 3

Il y a 40 ans
Le Front Populaire
L'échec d'une grande espérance

voir p.12

Vorster
vient chercher du renfort en Europe
Voir page 8

Voir page 3 le reportage de notre envoyé spécial

- La sécheresse dans l'Ouest «en parcourant le bocage normand...» p.4
- Le «rallye des bradés» : une absence de travailleurs significative. Réunion du B.N. de la CFTD p.5
- Nouvelles d'Espagne : des luttes de partout. p.6
- Afrique du Sud : le régime raciste ébranlé. Giscard à Londres : les problèmes économiques et l'Europe p.8
- La lutte des petits producteurs de cerises. p.9

2^e CONGRÈS DU PCRml

(3) LA LUTTE CONTRE LE RÉVISIONNISME MODERNE ET SON PROJET :

LE CAPITALISME D'ÉTAT

«Le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste léniniste se forge dans la lutte contre l'idéologie bourgeoise et sa forme principale dans le mouvement ouvrier : le révisionnisme. Il mène cette lutte dans la classe ouvrière et dans ses propres rangs, contre les influences révisionnistes, par la pratique consciente de la lutte entre les deux voies.»

En inscrivant ces phrases dans le programme général qui figure en tête des statuts du Parti, le deuxième Congrès a inscrit la lutte contre le

révisionnisme dans la définition fondamentale du parti prolétarien capable de faire face aux tâches révolutionnaires de notre époque. Il a consacré un chapitre entier du programme qu'il a adopté à la lutte contre le révisionnisme moderne.

Traitant du mouvement historique dans lequel s'inscrit notre Parti, le chapitre introductif du programme indique en effet qu'il est une de ces «nouvelles forces révolutionnaires» nées dans «la lutte de principe contre le révisionnisme moderne».

Lutte qui n'a rien d'une querelle de doctrine, mais qui est, dans son essence, une question de classe.

La lecture du programme adoptée par le deuxième Congrès en témoigne en effet, pas une des grandes questions qui concernent aujourd'hui la classe ouvrière, dans laquelle ne surgisse, comme une puissante nécessité, la lutte contre le révisionnisme.

S'agit-il de la situation mondiale ? Chacune des quatre contradictions fondamentales de notre époque, du fait du rétablis-

sement du capitalisme en Union Soviétique, porte son empreinte : parler de l'impérialisme aujourd'hui exige de prendre en compte la nature social-impérialiste de l'URSS, produit du révisionnisme. Dans le camp même des peuples du monde, qui réunit les peuples et nations opprimés, le prolétariat des pays capitalistes et révisionnistes, et les pays socialistes, cet ennemi est partout présent. Car telle est son essence : «Principale manifestation de l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat».

Et quand le programme en vient au cœur de l'analyse des rapports de classe en France aujourd'hui, la définition de la crise politique - la faillite du révisionnisme, en est un trait déterminant : «La classe ouvrière entre en rupture avec le révisionnisme et son influence organisée par le PCF».

Dans une société où l'objectif est la révolution socialiste, nécessairement dirigée par la classe ouvrière, la capacité de celle-ci à se dégager des influences bourgeoises est à la base de tout processus révolutionnaire.

Mieux saisir la nature de cet ennemi, pour mieux pouvoir le combattre, était une tâche fondamentale du deuxième Congrès, au moment où la débilite croissante de notre bourgeoisie peut l'amener à se résigner à l'accession du PCF au gouvernement.

Pas un camarade de nos cellules d'entreprises, quotidiennement confronté à cet adversaire au sein du prolétariat, qui n'ait eu à cœur de participer activement à l'élaboration de cet aspect de la ligne du Parti.

2 ANCIENS MILITANTS DU PCF TÉMOIGNENT

UN CAMARADE DE LA SMN

Le projet de programme tentait de définir deux tactiques générales du parti révisionniste face aux luttes, selon qu'elles se déclenchent dans des secteurs qu'il contrôle, ou au contraire là où son influence est plus faible. Rapidement, l'intervention des délégués des cellules d'entreprise faisait apparaître une réalité beaucoup plus complexe. Aussi le Congrès a-t-il décidé, prenant en compte l'expé-

rience de lutte du Parti, de maintenir uniquement dans le programme la définition fondamentale de la tactique du PCF face aux luttes : «toujours déterminée par la volonté de les capitaliser au service de son projet politique».

Un camarade sidérurgiste à la SMN de Caen, usine du groupe Schneider : c'est un ancien militant du PCF, qui a adhéré au Parti après

le 1^{er} Congrès. Il nous a expliqué le sens et la portée de cette discussion du Congrès sur la tactique révisionniste :

«Il suffit de prendre la lutte du train-fil n° 2, fin décembre, et la lutte d'aujourd'hui, où le patron vient de lock-outer : on voit bien le sens de la discussion du Congrès.»

Fin décembre, pour le

PCF, il fallait arrêter la grève de l'atelier qui était parti ; le prétexte, c'était qu'on risquait le lock-out. Ils n'avaient que la reprise à la bouche. Et pour la satisfaction des revendications, ils renvoyaient à leur prise du pouvoir, au moment où la SMN sera nationalisée - remarque que ça ne figure pas au programme commun de la gauche, ce qui montre bien qu'ils sont plus gourmands -, on aura tout : la cinquième équipe en particulier, qui est un objectif de lutte très important. Quand

on prenait l'exemple de Renault en disant que c'est nationalisé, et qu'ils n'ont pas cette organisation, ils répondaient que «ça n'était pas pareil», que «la nationalisation de Renault n'a pas été faite dans le même objectif». Quand ils font du battage sur la réussite de Renault dans «L'Humanité», c'est une autre chanson !

Aujourd'hui, c'est autre chose : les dirigeants révisionnistes de la CGT se donnent des airs combats face au lock-out. Ils appel-

lent seuls à un meeting, sans la CFDT.

Ils ont beau se débattre dans un sens et dans l'autre, il n'empêche qu'ils sont en difficulté. Ils ont beau avoir ramené à l'usine un ancien permanent, leur effectif a baissé d'une dizaine. Un de leurs membres me disait même : «Vous avez toute une frange à la SMN qui est en train de regarder ce que vous faites. Vous vous appuyez sur la révolution». Forcément, eux, ils s'appuient sur la soumission !»

Le projet du PCF et la désunion de la gauche

La crise politique de notre bourgeoisie, qui l'affronte chaque jour plus aux aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière, amène la possibilité d'un recours à l'union de la gauche comme solution provisoire aux difficultés de la classe exploitée. Déjà, la question se pose, à propos des élections législatives de 1978, d'une possible victoire de ces partis.

Nécessairement, le Congrès du Parti devait donc accorder une attention particulière au type de société que les partis de l'union de la gauche prétendent instaurer dans notre pays. Et, tout d'abord, Mitterrand et Marchais ont-ils les mêmes visées ? Les contradictions qui se sont développées entre révisionnistes et sociaux-démocrates sont-elles dues uniquement à quelque concurrence pour les fauteuils ministériels ? A cela, le programme adopté par le Congrès répond que le but du PCF est «d'imposer... son projet de capitalisme d'Etat», tandis que le PS «n'a pas un projet de société sensiblement différent des partis bourgeois au pouvoir».

Les événements du Portugal, qui ont vu le parti de Cunhal, non seulement s'opposer violemment à la

social-démocratie, mais aussi recourir, avec l'infiltration de l'armée et des appareils idéologique, politique et économique, à de tout autres méthodes que le vieux parlementarisme, ont fourni en effet un exemple instructif des visées d'un parti révisionniste qui sent le pouvoir à portée de sa main.

On comprend alors que les contradictions qui opposent les partis bourgeois actuellement au pouvoir, au PCF, soient particulièrement vives, bien qu'elles ne soient pas de la même nature que celles qui les opposent les uns et les autres au prolétariat : «l'éviction d'une partie de la bourgeoisie», impliquée par le vaste programme de nationalisations du parti révisionniste, «l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie composée des dirigeants de l'Etat et du secteur nationalisé, qui exerceraient le pouvoir», n'est évidemment pas un projet qui sourit aux actuels capitalistes.

Au contraire, les projets «d'union du peuple de France» prônés par le PCF, son insistance à s'ouvrir en direction des couches d'ingénieurs et autres cadres, particulièrement mise en évidence

par son dernier congrès, prennent alors tout leur sens de classe : non pas simplement tentative pour réussir une avancée électorale, mais condition fondamentale de la réalisation de son projet, par l'annexion de couches qui, conjointement avec la bureaucratie révisionniste, figureraient au premier rang des bénéficiaires de la recomposition de la classe bourgeoise ainsi envisagée.

Ce qui s'en suivrait pour les travailleurs, on ne le devine que trop : l'exemple du Portugal, là encore, de même que l'expérience de 1944-47, qui ont vu deux «batailles pour la production» lancées sur la base de lignes révisionnistes, en donnent une idée assez exacte : «exploitation accrue et rationalisée, moyens supplémentaires pour réprimer les travailleurs au sein même des entreprises», indique le programme adopté par le Congrès.

A cette perspective, la classe ouvrière, les révolutionnaires ne peuvent, dès aujourd'hui, que s'opposer fermement, en faisant éclater la contradiction qui la mine : le fait que le parti révisionniste doit, pour l'imposer, utiliser son influence dans les rangs du prolétariat.

UN CAMARADE EN FPA

Il est stagiaire en FPA. Ancien du PCF, ce camarade est particulièrement attentif à l'approfondissement par le Parti de l'analyse du révisionnisme. Délégué par sa cellule au Congrès, il est enthousiasmé par l'avancée du Parti dans la connaissance du révisionnisme.

«Ce qui a marqué une nette avancée avec ce Congrès, c'est qu'il a sanctionné dans le programme du Parti tous les acquis de la ligne sur la connaissance du projet politique spécifique du PCF, projet distinct de celui de la bourgeoisie en place, qui a pour but de refondre le capitalisme en crise afin d'assurer sa survie. Pour moi, c'est un approfondissement dans la rupture avec le révisionnisme.»

Quand j'ai quitté le PCF c'était principalement sur ces bases : la lutte contre l'apolitisme de la cellule n'aboutissait pas, le résultat des discussions, de nos expériences, n'était jamais pris en compte, la base sociale de la cellule (petite bourgeoisie vivant aisément) écartait les travailleurs qui s'y sentaient étrangers, alors que nous étions sur un quartier populaire.

Avec la grève des pos-

teurs, de Renault, je compris que le PCF en fait s'opposait aux aspirations, à la lutte des travailleurs et les menait à l'échec au nom d'une stratégie dite réaliste. Ma rupture avec le PCF ne venait plus seulement de ce que je le voyais s'opposer aux luttes avec un programme bourgeois, mais surtout du fait que je voyais que le PCR, notamment avec l'expérience de Liévin, montrait qu'il savait s'emparer de la volonté de lutte des travailleurs et développer des perspectives révolutionnaires contre la voie de la soumission au chantage à la crise, prônée par les révisionnistes qui, eux, s'appuient sur les idées fausses des travailleurs. Comme le dit le programme :

«Pour rallier à son projet de capitalisme d'Etat la petite bourgeoisie et des fractions de la bourgeoisie, le PCF cherche à faire déferler par le prolétariat des revendications contraires à ses intérêts fondamentaux.»

Le 1^{er} Congrès s'est tenu un an après le début du mouvement de rectification dont la cible était précisément les influences révisionnistes dans le Parti. Avec ce mouvement, on comprend que le révisionnisme n'est pas seulement le PCF, mais toutes les idées bour-

geoises dans la classe ouvrière : le manque de confiance dans les travailleurs, l'apolitisme, la surestimation des obstacles, l'hésitation dans la prise en main des tâches...

Ces acquis, le Parti les matérialise dans sa capacité à mener la lutte entre les deux voies dans les masses. Sa présence et son poids dans les dernières grandes luttes en sont l'illustration. Pour nous, à la FPA, cela s'est traduit surtout par notre capacité à transformer les situations où les idées révisionnistes, le défaitisme, le manque de confiance dans les stagiaires semblaient dominer.

En montrant aux travailleurs que par la lutte contre l'idéologie révisionniste, par l'explication des manœuvres des révisionnistes et réformistes, manœuvres basées sur des projets politiques étrangers à nos intérêts, l'alternative politique du Parti leur est apparue la proposition la plus crédible. Aujourd'hui, la pratique consciente de la ligne de masse nous permet de saisir la ligne politique d'une façon vivante, de la réfléchir en liaison avec les masses, de l'enrichir, montre qu'on construit dans les faits le Parti Communiste.

Procès Simeoni

5 ANS DE PRISON DONT 3 FERME

VERDICT ÉQUIVOQUE ?

Du côté du collectif de défense, on est consterné. En demandant l'acquiescement, ce qui était l'exigence populaire, la défense espérait une peine ferme d'un an, considérée comme «un verdict d'apaisement». «Venant après la libération de Teisseyre, et la réaction du syndicat de CRS, ce verdict apparaît peut-être à certains, sur le continent, comme clémente. En Corse, il est certain qu'il sera considéré comme une condamnation du peuple Corse. En

ce sens, c'est un verdict équivoque, qui ne peut satisfaire personne», disait un avocat, approuvé par Max Siméoni, ancien secrétaire général de l'ARC.

Si «équivoque» il y a, c'est alors tout au long du procès qu'elle s'est manifestée, en particulier, ces derniers jours, lors des plaidoieries de la défense. Hier matin, dans sa déclaration, Edmond Siméoni avait encore «rendu hommage» à la Cour de Sûreté pour la liberté de débat qu'elle avait laissé

s'instaurer, et souligné que l'avocat général avait «compris ses motivations», avant de revenir sur la revendication autonomiste.

N'était-ce pas une façon d'entretenir des illusions sur la véritable nature de la Cour de Sûreté, que certains pouvaient peut-être oublier au cours du

procès, mais que le verdict s'est chargé de rappeler ?

Et d'où viennent ces illusions, si ce n'est de la possibilité qu'entrevoit une fraction du mouvement autonomiste : se faire reconnaître comme «interlocuteur valable», comme force politique avec laquelle le gouvernement pourrait compo-

ser, comme le laissait entendre l'avocat général, dans son réquisitoire miel-leux.

Déjà, la mission Libert Bou avait suscité de telles illusions. La réalité, celle de la répression quotidienne, de l'envoi continu de gendarmes sur l'île, du bluff que constituent les mesures soi-disant accordées (continuité territoriale, par exemple) doit les dissiper. S'il est vrai que le verdict laisse une petite possibilité de «concertation» avec certaines couches du mouvement autonomiste, c'est avant tout une menace contre le peuple Corse. C'est avant tout une facette de cette politique qui a consisté à envoyer une «armada» à

Suite de la une

Aléria, à tenter de briser toutes les luttes populaires, à susciter les exactions criminelles des commandos barbouzes du genre «Justice et Liberté». La seule voie ouverte, la seule voie payante, c'est celle de la lutte.

Eric BREHAT

Alors que la Cour de Sûreté de l'Etat condamnait Max Siméoni à cinq ans de prison, la justice libérait sous caution Larradji. Cet individu est soupçonné de diriger le groupe terroriste «Justice Pieds Noirs» qui a trépidé dans plusieurs attentats contre des bâtiments algériens et enlevé et séquestré plusieurs travailleurs immigrés.

Déclaration de Max Siméoni

Interrogé sur l'action à mener aujourd'hui, Max Simeoni déclarait : «Edmond a lancé un appel à l'apaisement. Nous le reprenons. Le calme doit dominer. Il n'y a pas de raison fondamentale de céder à la colère et au spontanéisme. Le jugement ne situe pas les vrais problèmes et cache les véritables responsabilités... La priorité de la lutte reste le combat pour l'autonomie, et dans l'immédiat, le procès de Serge Cacciari, arrêté après la nuit de Bastia, que nous considérons comme la suite logique d'Aléria».

Réunion du Comité Central du PCF

Le Comité Central du PCF a terminé ses travaux hier soir qui portaient sur l'essentiel de la politique extérieure de la France et la préparation de la conférence des partis révisionnistes d'Europe. Nous commenterons demain le rapport de Kanapa, que «L'Humanité» doit publier ce matin.

Mais d'ores et déjà, on sait que cette réunion était importante pour les révisionnistes français qui, à la lumière des résultats des élections italiennes et des progrès du PCF, entendent déterminer quelles distances exactes ils devront entretenir avec le Parti d'Union

Soviétique, pour que leur projet politique n'apparaisse pas comme étroitement subordonné au modèle soviétique de cette super-puissance. Depuis l'été dernier où le PCF s'était engagé à fond dans la défense du parti révisionniste portugais de Cunhal, il a nettement fait machine arrière, s'est rapproché étroitement du PCF, et a développé avec l'URSS des contradictions sur une série de questions : Pliouchtch, hégémonie du parti révisionniste d'URSS, camps en URSS, conférence des partis révisionnistes d'Europe... Ce sont les fruits de cette évolution que le Comité Central du PCF devrait apprécier.

Poniatowski aux vieux

Le ministère de l'Intérieur est prodigue de ses conseils. Après l'opération en direction des vieux, Poniatowski organise une grande diffusion de tracts destinée à armer les Français contre les cambriolages. Elle a commencé hier et doit se poursuivre jusqu'à épuisement des stocks, évalués à un million d'exemplaires. «Mettez-y du vôtre», dit en substance cette prose, «l'augmentation des effectifs de nos services ne remplace

pas votre propre vigilance». La police rappelle qu'il ne faut pas laisser sa clé sous le paillasson, qu'il faut mettre deux verrous plutôt qu'un, ne pas laisser sa porte ouverte, cela, c'est le chapitre «précautions». Pour le reste, le tract vise plus loin, et il faut le rapporter aux deux grandes orientations choisies par Poniatowski pour cet été : d'une part, renforcement des contrôles en tout genre, des rondes de surveillance, et

d'autre part, mises en auto-défense de la population.

«Si vous rencontrez des inconnus dans les escaliers, ne les renseignez pas sur les locataires, s'ils sont trop curieux, n'hésitez pas à alerter la police», et encore, «pendant vos vacances, demandez à un voisin d'ouvrir de temps en temps vos volets pour faire croire que votre appartement est

habité». «Simple précaution», dit le texte. Il s'agit en fait de bien plus que cela. A travers cette attitude «d'auto-défense», c'est un véritable climat de suspicion permanente que cherchent à créer ces multiples conseils dont le mode de diffusion (lettres et tracts individuels) constitue lui-même un moyen des plus pernicieux pour tenter d'associer les travailleurs à la politique répressive.

«METTEZ-Y DU VÔTRE»

Plus-values VOTE DANS LA MOROSITÉ

C'est la nuit dernière que devait s'achever le débat sur les plus-values. Sans disposer du résultat à l'heure où nous mettons sous presse, il semble que le projet de Fourcade bien édulcoré par des semaines de discussion au Parlement, sera finalement voté par la «majorité» giscardienne. La fièvre parlementaire des dernières semaines est pourtant bien retombée et c'est dans une atmosphère plutôt morose que s'effectuera le vote.

Avant la séance de soirée, Chirac a réuni des députés de la «majorité présidentielle» pour les appeler à voter à l'unanimité pour le projet de loi. Les députés UDR après avoir fait valoir leur grogne, et compté leurs forces vont vraisemblablement se ranger dans leur quasi-unanimité à l'avis de Chirac. L'amendement Bignon (UDR) qui demandait le rejet du projet devant une commission qui le refondait complètement a été repoussé : seuls au sein de la «majorité», 18 UDR, trois

Républicains Indépendants et trois centristes l'avaient voté.

Fourcade morose lui-aussi, constatait que son projet mis à mal depuis plusieurs semaines, ne rapporterait que la moitié de ce qui était initialement prévu. Il comptait mettre à profit la séance d'hier soir pour en deuxième lecture faire revenir le Parlement sur son premier vote, en faisant adopter six amendements.

C'est ainsi sans gloire, et bien démystifié que s'achevait ce qui devait être, d'après Giscard, une des réformes de son septennat.

ERRATUM :

Un mastic qui s'est produit à l'imprimerie a rendu incompréhensible une partie de l'article de Pascal Mazus sur les plus-values. Le tableau qui présentait les modifications au projet de loi de Fourcade, inversait les propositions initiales et finales. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

LA MÉDITERRANÉE, ENJEU DES RIVALITÉS IMPÉRIALISTES

«Pourquoi M. Giscard d'Estaing concentre-t-il des navires de guerre en Méditerranée ?». C'est la question ingénue que pose l'Humanité. L'Agence France Presse a en effet annoncé l'arrivée de porte-avions : le Foch et le Clémenceau dans le but d'accroître les possibilités d'intervention de l'escadre française en Méditerranée. Le «Colbert», croiseur lance-missiles et le «Suffren» vedette lance-missiles doivent également rejoindre Toulon.

Sur ce renforcement de la flotte française en Méditerranée, nous pouvons faire deux remarques.

o La France possède une partie de ses côtes sur la Méditerranée, elle a donc parfaitement le droit d'avoir une flotte de guerre en Méditerranée pour protéger ses côtes.

o Mais nous ne pouvons accepter que sous prétexte de défense nationale, le renforcement de la flotte française en Méditerranée serve des buts agressifs. En l'occurrence, c'est bien ce que semble signifier la venue en Méditerranée de deux nouveaux porte-avions. Et c'est d'autant plus inquiétant

que l'on sait les velléités de l'impérialisme français d'intervenir au Liban.

En parlant de Méditerranée, «L'Humanité» a fait un gros oubli : la flotte de guerre soviétique qui patrouille en Méditerranée est autrement plus importante que la flotte

française, et elle ne peut même pas se prévaloir de la défense des côtes soviétiques, l'URSS n'ayant aucune portion de son territoire sur la Méditerranée. Pourquoi l'URSS concentre-t-elle des navires de guerre en Méditerranée ? Peut-être «L'Humanité» a-t-elle une réponse

intéressante à nous fournir ? Nous pensons pour notre part que l'URSS se comporte en puissance impérialiste agressive luttant pour le partage du monde avec l'autre super-puissance, les USA (dont la VII^e flotte croise en Méditerranée également dans un but agressif).

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ ANTI-FASCISTE DE BOULOGNE-BILLANCOURT

DU NOUVEAU A PROPOS DE L'ARRESTATION DE 2 ANTI-FASCISTES

Dominique Le Sénéchal et Charles Arnulf ont été interpellés dans les conditions suivantes le jeudi 10 juin, jour du meeting du «Front National» qui se tenait à moins de cinq cents mètres des usines Renault (voir Quotidien du Peuple du 15/6/76).

Après avoir protégé la sortie de l'équipe du soir, en passant à proximité de la permanence du candidat UDR à l'élection cantonale, ils ont été interpellés sans résister à proximité d'une dizaine de barres de fer, et de

deux petites bouteilles de bière contenant de l'essence.

Dès maintenant, Dominique Le Sénéchal et Charles Arnulf ont choisi de se défendre en affirmant leur identité politique d'anti-fascistes prêts à s'opposer aux initiatives des fascistes ce soir-là ; Ils sont en détention provisoire. On peut leur écrire : Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, 92 Fleury C. Arnulf : 54270, D. Le Sénéchal : 54271

Mobilisons-nous pour les soutenir, et obtenir leur libération.

La réunion publique à la MJC de Boulogne du jeudi 8 juin n'ayant pu avoir lieu (la direction de la MJC refusant de s'engager sur cette affaire), le comité anti-fasciste appelle à la création d'un comité de soutien pour la libération de D. Le Sénéchal et C. Arnulf.

MERCREDI 23 JUIN au Patronage Laïque 72, avenue Félix Faure 75 015 à 20 h 30

INFORMATIONS GÉNÉRALES

EN PARCOURANT LE BOCAGE NORMAND...

BAISSE DE LA COLLECTE DE LAIT

LES PETITS PRODUCTEURS DE L'OUEST DUREMENT TOUCHÉS

Après quatre mois de sécheresse, il a plu à Cherbourg et dans le Cotentin. Mais ces pluies sont insuffisantes pour combler le déficit pluviométrique dans la région. Ailleurs, il n'a pas plu. Un soleil éclatant alterne avec les nuages. Chaque jour qui passe aggrave la situation des agriculteurs de Basse-Normandie.

Prairie sèche, herbe dure, cela n'a rien de bon pour la production de lait. A cette époque de l'année, les vaches sont dans les champs, «le lait ne coûte rien à produire», comme disent les paysans. Alors qu'en hiver, il faut combler le fourrage et les concentrés énergétiques. Depuis quelques jours, on peut déceler les premiers indices d'une baisse de la collecte. Deux bidons en moins ici, trois ou quatre par là, le phénomène est général. Les vaches donnent moins de lait. Déjà que le lait d'été est facturé moins cher que le lait d'hiver par les industriels la paye du lait s'en ressent. Certains auront un manque à gagner de 1 000 F, voire plus par mois. Dans l'ensemble, la baisse semble tourner autour de 10 %

par rapport à l'an dernier. A cela s'ajoute, dans plusieurs départements, l'abattage des vaches laitières. On peut donc s'attendre à un creux de production important en juillet et en août.

La paye du lait, c'est le revenu de base mensuel du paysan normand. La situation sera d'autant plus dramatique que la paye du lait baissera. «Déjà que l'on se fait couler ! Selon le nombre de globules blancs dans le lait, on classe le lait en trois catégories A, B, C et en trois prix différents. A la laiterie, ils mélangent les trois laits dans le même bac, le consommateur ne trouve qu'une qualité et qu'un prix, le double de celui qu'on nous paye !»

«Avant, il y avait de la concurrence, on pouvait choisir entre deux laiteries pour vendre notre lait. Sous prétexte de simplifier, les laiteries se sont partagé la région. Maintenant, c'est Préal qui a le monopole, il peut faire ce qu'il veut !»

Le gouvernement n'est pas pressé d'intervenir. La baisse de production l'aide à résorber la montagne de poudre de lait, fruit de la surproduction. Cette situation ce sont les petits paysans qui en font les frais alors qu'ils n'en sont pas responsables.



«PERSONNE N'EST VENU NOUS VOIR»

A la conférence annuelle agricole Chirac est venu présenter les mesures prises pour aider les paysans. En particulier, des subventions seront accordées aux paysans sinistrés. Pour évaluer les dégâts, un comité sous la responsabilité du préfet est théoriquement mis en place

parti. Et personne n'est venu nous voir, ni la Préfecture, ni du Syndicat (la FNSEA).

Du côté de Ponts : «L'argent du gouvernement, je n'y compte pas trop. Il y a deux ans, on a perdu notre récolte de maïs, avec les gelées. Ils nous ont rabattu les oreilles avec la prime de maïs. J'ai fait les papiers, mais je n'ai toujours pas reçu un centime !»

Un paysan de Montbray : «Du reste, le syndicat ne vient pas nous voir. Même avec la sécheresse, il faut qu'on s'entraide directement entre nous comme toujours. Pourtant, il faudrait que ça change ! Je sais que du côté de la Manche, il y en a qui bougent ! Mais ce n'est pas encore le cas ici.»

«21, L'ANNÉE TERRIBLE»

Un peu partout, les paysans reparlent de la sécheresse de 1921, «l'année terrible». En contemplant les champs roussis qui dominent Villedieu-les-Poêles, dans la Manche, un vieux paysan m'en a parlé. «En 21, ça a été très dur. Pas une goutte d'eau d'avril à octobre. Bien vite, on n'a plus rien eu à donner aux bêtes. Je me souviens, j'avais coupé les branchages dans les taillis et les fourrés pour les vaches. Il fallait faire des kilomètres pour aller chercher de l'eau à la rivière. On était plus nombreux, alors, à la terre. Les plus pauvres, ils n'ont pas pu tenir. Pas mal ont dû quitter la campagne. Les autres années sèches : en 1948, en 1955, à chaque fois, on s'est retrouvé seuls, on n'a pas eu d'aide du gouvernement.»

dans chaque département. Qu'en est-il ? Ces fameux comités, personne ne les a vus. Les paysans sont laissés dans l'isolement le plus complet. Souvent, d'un village à l'autre, ils ne connaissent pas la situation des autres exploitations.

— Que pensez-vous des mesures prises par Chirac ?

— On ne sait pas ce que c'est. On en a bien entendu parler. Mais on n'a pas d'illusions. A chaque fois c'est pareil. Moi, j'aurai perdu les trois quarts de mon foin. Le maïs, lui, est mal

muer en héros, ceux qui ont commencé par exercer des sévices sur des hommes, sur des femmes paisibles, âgées, sans défense ; attention de ne pas relever le prestige de voyous, de maîtres-chanteurs en peau de lapin, de casseurs, de racketteurs en herbe, qui prennent plaisir à jeter le trouble dans les stations de la côte (et, à Marseille, dans le centre-ville, encouragés par qui ?), à rançonner, à détruire...»

Ecœuré par de telles calomnies, l'un des parents s'est entendu répondre par un responsable de ce torchon *ails ne les ont pas assez tabassés*

Sur le journal «La Marseillaise», organe local du PC, les jeunes et leurs parents ont été scandalisés en lisant que «certains des jeunes gens étaient armés de coups de poings américains et même de cocktails molotov à l'aide desquels ils incendièrent le manège»... Si ces messieurs, comme ceux du «Mérional», ne s'étaient pas contentés de n'écouter que la version de la police, ils auraient su que le cocktail molotov en question est en fait de l'essence versée sur un endroit de la «chenille» à l'aide d'une canette de bière et d'un briquet ! On attend toujours un démenti. Voilà, alors que l'on se targue d'être le meilleur défenseur des libertés, comment on alimente les campagnes de Ponia !!!

Sérvices policiers de St-Cyr

LES VICTIMES ACCUSENT

Jusqu'à présent, seules deux des jeunes (G. Michallet et J.M. Garabédian), victimes de sérvices à la gendarmerie de St-Cyr, avaient déposé une plainte. Six autres jeunes viennent de porter plainte pour «sérvices et coups et blessures». Ainsi, contrairement aux espoirs des gendarmes-tortionnaires, les jeunes ne se sont pas laissés intimider !

Sans doute inquiets de voir divulguer largement les agissements de la gendarmerie locale, quelques bourgeois réactionnaires de St-Cyr font circuler une pétition appuyant «l'action courageuse (!) de ces gendarmes».

Nous publions aujourd'hui la fin des témoignages des jeunes qui sont passés entre les mains de l'adjutant Sanchez et de ses collègues, tous «gendarmes courageux» !

LA «JUSTICE» EN ACTION

«Tous ceux qui ont été convoqués sont coupables, sinon la police ne les aurait pas interpellés» peuvent dire les «honnêtes gens». Sachez seulement ceci : des parents ont reçu une convocation pour leur fils, les gendarmes sont venus le chercher, la mère leur a tout simplement dit :

«Mon fils, si vous le voulez, il est au cimetière. Allez le déterrer et faites-le parler si vous pouvez !»

D'après la gendarmerie, ce mort avait participé à la bagarre...

On frappe d'abord, on vérifie ensuite...

Pour un autre jeune travailleur du foyer de célibataires sur la route de Toulon, son malheur était d'être au contraire bien vivant : deux flics ont pénétré dans sa chambre

alors qu'il était encore tout endormi ; après l'avoir copieusement tabassé et embarqué, ils ont bien dû finir par voir la réalité... Ils s'étaient trompés de nom ! Mille excuses, on ne le fera plus !

Il y a un an, un des jeunes accusés avait déjà été convoqué et tabassé parce qu'il possédait un fusil de chasse qu'il aurait «volé». Refusant cette contre-vérité, il a exigé d'être mené à l'armurerie de la rue des Poilus à La Ciotat, où la vendeuse a confirmé cet achat !

COMMENT PRENDRE DES PHOTOS «OBJECTIVES»

Une photo de presse représentait 4 jeunes détenus. Deux étaient de profil. Pourquoi ? L'un d'eux explique : «quand le journaliste est venu pour la photo, j'avais tout un côté du visage boursoufflé, un «cocard» à l'œil, et le copain, c'était pareil, alors

l'adjutant nous a obligés à ne présenter qu'un seul côté».

«LE MEILLEUR TIREUR DE BANDOL»

«Après la photo à la gendarmerie de Toulon, pour aller au Palais de Justice, j'y suis allé à pied sans menottes. Le gendarme de Bandol qui était alors avec moi m'a fait arrêter, il a chargé son pistolet devant moi en me disant : «Je suis le meilleur tireur de Bandol, si tu essaies de t'enfuir, je te tire tout le chargeur dessus». C'est peut-être une nouvelle forme d'entraînement préconisée par Ponia : tir réel sur cible vivante... !!

LES COMMENTAIRES DU «MÉRIONAL»

L'enquête sur les plaintes pour sérvices ne serait pas «une mesure d'apaisement, mais une chance donnée à la «bande de La Ciotat», d'après ce journal. Dans leurs expéditions, ils étaient armés de coups de poings américains et d'autres armes prohibées et les jeunes sont aussitôt accusés d'avoir «balancé des cocktails molotov et des coups de barre de fer». En fait de coups de poings et de pieds, ils n'auraient reçu que des «torgnoles», avant de conclure par un appel ouvert à la répression : «Bien sûr, tout le monde s'insurge contre les sérvices ! Mais tout de même, attention de ne pas

en bref... en bref...

Liberté provisoire pour les membres du GARI

Les anarchistes du GARI qui avaient commis plusieurs attentats à la bombe en France, à la suite de la condamnation à mort du militant anarchiste Puig Antich, sont détenus depuis plus de 18 mois. L'instruction avait été confiée à la Cour de Sûreté de l'État, mais celle-ci en était dessaisie après dix-huit mois d'instruction, au profit d'une juridiction de droit commun. Résultat : deux mois après, l'affaire demeure dans l'impasse, l'instruction repart à zéro et le procès est reporté à une date lointaine. Les avocats demandent donc la mise en liberté provisoire des quatre membres du GARI emprisonnés ou la tenue rapide du procès.

• LOTO : Un ouvrier marocain a été condamné à 8 mois de prison avec sursis et 1000F d'amende pour avoir falsifié deux bulletins de Loto National afin de toucher la somme attribuée aux numéros gagnants. Cette affaire a été jugée en flagrant délit. Il n'y a que l'État qui a le droit d'escroquer les joueurs par l'intermédiaire de la Loterie Nationale, du Loto National ou du Tiercé.

Sylvie Porte, accusée sans aucune preuve d'avoir participé à la tentative d'attentat contre la caserne de CRS de Toulouse au cours de laquelle deux anarchistes avaient trouvé la mort, a été condamnée à 10 mois de prison dont 7 avec sursis. Jugement sur mesure pour justifier la durée de sa détention préventive !

en bref...

LUTTES OUVRIÈRES

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DES RÉSIDENTS DU F.J.T. D'ANGERS CONTRE LA RÉPRESSION

Le comité de lutte des résidents du foyer Beau Séjour, dans la ZUP Nord, à Angers, s'élève contre les nombreux faits de répression subis à l'intérieur de ce foyer. La semaine dernière, deux camarades au chômage étaient expulsés sous prétexte qu'elles ne pouvaient plus payer leur loyer. Une fille enceinte de sept mois sera renvoyée ; la direction lui reproche de voir trop souvent son fiancé. C'est constamment que nous devons subir les brimades de la part de la direction, les injures et un contrôle policier des visites.

Le foyer Beau Séjour n'est pas une exception : il est significatif de la répression qui s'abat dans les foyers de jeunes travailleurs et jeunes travailleuses d'Angers, gérés par un directeur soi-disant socialiste. Contre cet univers

de prison, pour la protection des jeunes au chômage, le comité de lutte des résidents du foyer Beau Séjour appelle à un large mouvement de solidarité autour de son action.

Mercredi 23 juin, à 20 h 30, au FJT se tiendra une réunion avec la direction. Le comité de lutte et l'UCJR interviendront avec les revendications suivantes : refus de toute expulsion, liberté totale des visites, suppression du règlement répressif, arrêt des brimades de la direction. Si les revendications ne sont pas acceptées, le comité de lutte soutenu par l'UCJR est décidé à engager un large mouvement de lutte et de popularisation.

Comité de lutte des résidents du Foyer Beau Séjour, soutenu par l'UCJR

■ **RECTIUS-HORA À MORTEAU :** Pour les ouvriers de Rectius-Hora, rien n'est réglé. Cette entreprise comme beaucoup d'autres subit la crise de l'horlogerie, et comme toujours, ce sont les travailleurs qui en font les frais.

■ **L'HORLOGERIE DANS LE DOUBS :** Reliac à Maiches : Les ouvriers de l'entreprise Reliac sont en grève depuis dix jours, le salaire de mai n'ayant toujours pas été versé et aucune garantie sur l'emploi n'ayant été donnée.

LA JUSTICE CONTRAINTE DE CONDAMNER PEUGEOT

Pour la première fois, un tribunal condamne Peugeot pour «entraves au droit syndical». Les syndicats CGT et CFDT accusaient la direction de Peugeot-Sochaux depuis longtemps. Il aura fallu trois mois de délibération pour que le tribunal de Montbéliard condamne le directeur du personnel à 5 000 F d'amende et la société Peugeot (civilement responsable de son directeur) à verser 5 000 F de dommages et intérêts à l'UL-CGT et au Syndicat des métaux CGT ainsi qu'au syndicat CFDT de Sochaux et à la Fédération des Métaux CFDT.

Peugeot, on connaît ! C'est la répression systématique, les commandos de cadres, les nervis de la CFT, les multiples agressions contre les travailleurs en lutte. Le dernier exploit, suite à la dure lutte des travailleurs des cycles à Mandeuve, c'était le licenciement de nombreux délégués et militants. Peugeot ne s'est d'ailleurs pas contenté de licencier ces travailleurs ;

il s'est livré ensuite à d'odieuses pratiques (lettres anonymes, fausses annonces dans les journaux...) pour essayer de les déconsidérer dans leur entourage et même dans leur famille.

Comme on le voit, les entraves aux libertés syndicales chez Peugeot, cela fait partie du quotidien. Si aujourd'hui, un tribunal condamne Peugeot, c'est que la ficelle est un peu trop grosse. Les travailleurs de Sochaux ou de Mandeuve commencent à bien connaître le ramassis de repris de justice et d'anciens militaires qui leur tient lieu d'encadrement et dont certains ont fini devant la cour d'assises pour une série de crimes de droit commun commis pendant leurs heures de loisirs. La fonction de toute cette racaille, c'est d'assurer «l'ordre» à Peugeot. Tout en étant parfaitement d'accord pour réprimer les ouvriers qui luttent, la justice bourgeoise, sous peine de se déconsidérer un peu plus et de provoquer la révolte des travailleurs, est obligée de maintenir (pour l'instant), cette répression dans certaines limites.

Les cadres de Peugeot-mandeuve attaquent le piquet de grève.



LE «RALLYE DES BRADÉS» À PARIS :

UNE ABSENCE DE TRAVAILLEURS SIGNIFICATIVE

C'est hier matin que commençait le «rallye des bradés», organisé par la confédération CGT. Avant le rassemblement de St-Étienne, jeudi 23, des premiers rassemblements avaient lieu hier, un peu partout. C'était le cas au métro Jaurès, à Paris, où devaient se réunir les travailleurs des différentes usines en lutte de la région parisienne ainsi que du Nord-Pas de Calais, de la Normandie, de la Picardie, avant de se rendre à Orléans.

Hier, vers 11 H, en sortant du métro Jaurès, on commençait par se demander si on ne s'était pas trompé de rendez-vous. On avait beau regarder la place dans tous les sens... rien !

Ce n'est qu'après avoir traversé toute la place, qu'on apercevait le dit rassemblement blotti sous le pont aérien du métro, rassemblement plutôt minuscule !

LES TRAVAILLEURS ÉTAIENT ABSENTS

Mais où étaient-ils donc ces centaines de travailleurs attendus pour «ce grand jour», ceux du Nord, de la Picardie, de la Normandie ? Ils n'étaient pas là !

Quant aux usines de la région Parisienne en lutte («Parisien Libéré», Chaix, Néogravure, Sovirel, Triton) elles étaient représentées par six à dix révisionnistes chacune. Mais les travail-

leurs non plus n'étaient pas là. Mais faut-il vraiment s'en étonner ? «Ce n'est pas général, mais certains n'ont pas vu à quoi servait cette journée», dira un travailleur. «C'est surtout une balade». En effet ! Alors que des milliers de travailleurs en lutte en butte à la répression, recherchent des perspectives pour faire céder la bourgeoisie, que nous proposons donc les dirigeants révisionnistes de la CGT avec ce rallye ?

Les quelques tracts (soigneusement cachés dans un carton d'ailleurs), panneaux et banderoles étaient significatifs. Ainsi, alors que la bourgeoisie tente de faire oublier la lutte des travailleurs du Parisien Libéré, on lisait «Il est grand temps de négocier». Ainsi, alors que les travailleurs de Sovirel à Bagneux cherchent comment s'opposer aux licenciements, on lisait «qu'il fallait défendre» cette industrie (verre), premier fournisseur du génie chimique.

Sur les perspectives de lutte, rien. Où étaient-ils les mots d'ordre de «Pas un seul licenciement» ? Nulle part.

UNE ABSENCE QUI N'EST PAS UN HASARD

Comment s'opposer aux fermetures dues aux restructurations ? Tel n'est pas le souci des révisionnistes, ils l'ont montré une fois de plus. Les panneaux étaient pleins de leur plainte sur «le gâchis, le gaspillage des investissements, l'utilisation improductive du matériel». L'absence des travailleurs, montre à l'évidence qu'un certain nombre de contradictions commencent à apparaître entre ces derniers et les révisionnistes, là même où ceux-ci sont implantés fortement. Nous l'avons vu à Idéal Standard où les travailleurs, y compris un certain nombre de militants du P«C»F affirment leur volonté de faire reculer la bourgeoisie par le mot

d'ordre «Pas un seul licenciement», par la recherche de liens avec les autres usines du Val de Marne.

En effet, en quoi ce rallye va-t-il permettre en quoi ce soit de faire un pas vers l'unification des luttes ? Ce rallye ressemble, à s'y méprendre, à un alibi que veulent se donner les révisionnistes pour ne pas répondre aux questions cruciales qui se posent dans les luttes.

Mais ce qu'en attendent aussi les révisionnistes qui dirigent la CGT, c'est bien sûr un certain nombre d'adhésions au programme commun. Il semble bien qu'ils ne rencontreront pas le succès escompté. Ce n'est pas la «défense du potentiel économique national» que veulent défendre les travailleurs ! Ils aspirent au contraire à développer et coordonner leurs luttes ! Ils sauront demander des comptes à la confédération révisionniste CGT !

■ **CEA (COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE) :** Dans le département «radioéléments» du CEA, des licenciements sont prévus. La CFDT appelle les travailleurs à manifester jeudi matin devant le siège de la direction.

■ **MICHEL (ILE ST DENIS) :** Pour obtenir une augmentation de leurs salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail, les cinquante travailleurs de chez Michels (cartonnage) sont en grève depuis le vendredi 18 juin.

CFDT : RÉUNION DU BUREAU NATIONAL LA CHASSE AUX OPPOSANTS

Trois semaines après le 37^e congrès d'Annecy, le Bureau National de la CFDT vient de tenir une session de trois jours. Trois points figuraient à l'ordre du jour de cette session : tirer les enseignements du congrès, analyser la situation économique et faire le point sur l'action revendicative. Une conférence de presse était convoquée lundi pour rendre compte de ces travaux.

En fait, il semble bien que l'essentiel de ces travaux aient, d'une manière ou d'une autre, tourné autour du premier point. Ce 37^e congrès n'aura pas été de tout repos pour la direction confédérale. Mise en accusation par de nombreux syndicats et militants, sommée de s'expliquer sur l'opération dite «des assises», rencontrant jusqu'à 40% d'oppositions sur certains votes, la direction sortante (largement reconduite par toutes sortes de manipulations) s'inquiète. Pour mener à bien son projet de soutien total au programme commun, pour livrer entièrement la CFDT au parti de Mitterrand, Maire et ses acolytes veulent avoir les mains libres. Il leur faut retirer cette épine de leur pied avant que ça ne s'aggrave.

Déjà avant le congrès, une offensive d'ampleur était menée contre les révolutionnaires et plus

largement contre les syndicalistes qui refusent l'orientation imposée par le PS. De nombreux militants étaient exclus des syndicats, démis des responsabilités que leur avaient confiées les travailleurs. Dans le même temps, des bruits circulaient dans les couloirs de Montholon (ou d'ailleurs), indiquant qu'à Annecy, «on allait régler le compte des gauchistes». Or, que se passe-t-il à Annecy ? Les plans échafaudés s'écroulent et une forte opposition se confirme. Il y a effectivement de quoi affoler la direction confédérale.

«La CFDT, se plaint Edmond Maire, est un peu victime de ses statuts. Elle va revoir ses règles». Sans aucun doute, c'était bien là l'objet principal de cette session de trois jours. La répression va s'intensifier dans la CFDT.

Gérard PRIVAT

INTERNATIONAL

Nouvelles d'Espagne

DES LUTTES PARTOUT

Tandis que se prépare le congrès des commissions ouvrières, interdit par Juan Carlos, le gouvernement développe une politique de répression sélective. Il a interdit que l'on parle dans la presse des tortures et des mauvais traitements dans les prisons, les casernes et les commissariats, qui sont redevenus courants. Il veut éviter une mobilisation analogue à celle qui s'est développée contre les tortures subies par la militante syndicaliste Amparo Arangoa.

Cette semaine une série de réunions prévues par les associations de ménagère ont été interdites. En revanche les congrès de partis politiques sociaux démocrates, libéraux et bien sûr de partis montés par le pouvoir ont été autorisés.

Par exemple à Barcelone a eu lieu le congrès de l'Union Démocratique de Catalogne, le premier depuis 1936. L'UDC est de tendance démocrate-chrétienne. A Valence, a eu lieu un meeting de l'Aliança Popular Valenciana, qui a réuni 500 personnes. Il

s'agit de libéraux. Dans la même semaine à Madrid ont été interdites une Conférence sur l'Economie, à l'initiative de l'Association de ménagères de San Blas, une autre sur la cherté de la vie de l'Association de voisins d'Aluche, ainsi que d'autres activités des associations de voisins des quartiers de St Ignace de Loyola (qui demandaient un marché). A Carabanchel, un festival organisé par un cercle culturel qui devait avoir lieu à La Plaza de Toros sur le thème: retrouver le caractère de fêtes populaires, a été interdit par la police au moment même où les gens arrivaient.

Cependant, une manifestation de 500 ménagères s'est déroulée mercredi dans la rue Penalver, pour protester contre le coût de la vie. Les flics étaient là, mais sans intervenir.

LUTTES DANS LES USINES
(secteur de la métallurgie)

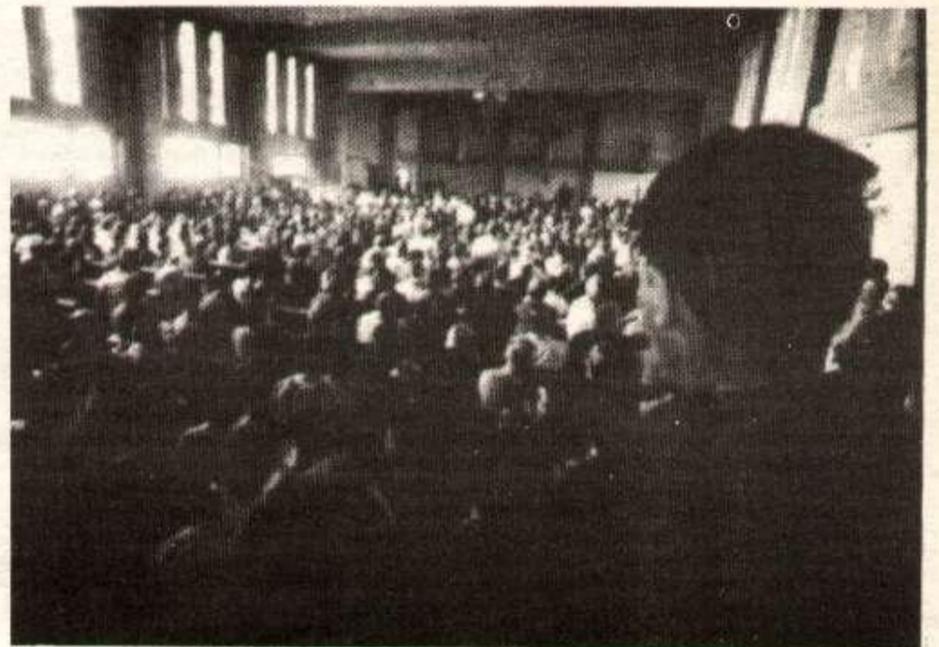
Dans la métallurgie, les

négociations autour de la convention collective sont stoppées et la signature est maintenant soumise à un arbitrage gouvernemental. Les ouvriers ont obtenu pour l'instant une augmentation de 5 000 pesetas par mois, et ont demandé l'autorisation de manifester le 21 juin.

Environ 100 000 travailleurs ont débrayé simultanément cette semaine pendant une heure, et la grève a été totale dans les zones les plus combattives: Getafe, Ventas. L'entreprise Vers a été lock-outée après que les travailleurs se sont enfermés dans le local syndical: ils ont été expulsés par la police. Il y a plusieurs mois que l'entreprise est en conflit. En solidarité, une manifestation a eu lieu immédiatement après; elle a regroupé les travailleurs de Barceiros, Marconi, Standard, etc... La manif. a été dissoute par les flics et il y a eu 5 arrestations.

POSTES: Des manifs. et des arrêts cette semaine, à cause du mécontentement des travailleurs.

TELEPHONES: Une réunion des sanctionnés de la «*Téléfónica*», a été interdite dimanche dernier. Ils ont essayé de l'avoir dans le bureau d'un avocat de la rue Atocha d'où ils ont été expulsés par la police.



CHIMIE: Les conflits se poursuivent. A *Hutchinson* des arrêts partiels ont eu lieu. Mardi dernier la direction de l'entreprise fait «*lock-out*» et les travailleurs s'enferment dans l'église St Joseph, du quartier de Simancas, à Madrid. Les voisins du quartier viennent les soutenir.

Il y a une grève aussi dans d'autres entreprises du secteur, notamment à l'*Institut*

Pharmacologique Latin.

ARTS GRAPHIQUES: Il y a eu cette semaine une manifestation autorisée, pour la convention collective. Environ 1 000 travailleurs ont manifestés de Paseo de Rosales à la Plaza de España. Les gens sur les trottoirs applaudissaient.

TELEVISION: Des assemblées ont lieu, le boycott de la cantine a été organisé en

solidarité avec le président de la Junte Syndicale, qui a été sanctionné.

TEXTILE «Induyco»: Des assemblées de protestation contre le licenciement d'une camarade. 4 membres de la Commission Négociatrice ont été également licenciés. Mardi, manif. Par la rue Delicias. Ils ont été dispersés par la police.

POLITIQUE

LIBERTÉ POUR LE GAL ET TOUS LES MILITANTS POLITIQUES EMPRISONNÉS

L'*Humanité Rouge* a tenu hier une conférence de presse sur l'inculpation qui frappe cinq de ses militants de Lorient. Ce sont Jean et Geneviève David, Hervé Jegouzo, Jacques Leforestier et Romain Le Gal.

«*Dans la nuit du 6 au 7 avril, une procédure de flagrant délit pour collage d'affiches de l'Humanité Rouge et inscription à la peinture du PCMLF. En réalité, il y a eu contrôle de Romain Le Gal, Geneviève David, d'Hervé Jegouzo, par la brigade spéciale de nuit, fouille de leurs voitures sans résultats, dans un lieu éloigné des bombages et affichages incriminés...*»

Deuxième acte: le 8 avril à 6 heures du matin, perquisition chez trois des militants dont Le Gal, sans commission rogatoire.

Le 12 avril, trois militants dont Le Gal, sont inculpés par Gallut, juge d'instruction de la Cour de Sûreté de l'Etat. Le Gal est toujours incarcéré à Fresnes.

Par trois fois, sa demande de mise en liberté provisoire a été refusée sous l'attendu surprenant de «*refus de collaboration avec l'instruction*» sous prétexte que Le Gal

refuse de répondre au psychiatre, et de signer les procès verbaux d'instruction. Il a fait appel de cette décision devant la chambre de contrôle de la Cour de Sûreté de l'Etat. Mais cette instance, comme on a pu le constater lors des incarcérations d'appelés et de syndicalistes en 75, statue à huis clos, sans avocat, ne laissant à la défense que la possibilité de lui remettre un dossier.

Cette affaire met une nouvelle fois en lumière les méthodes employées par ce gouvernement pour réprimer les masses et les militants révolutionnaires: utilisation d'une juridiction d'exception où règne l'arbitraire le plus total et qui restreint les droits de l'accusé et de la défense, utilisation de procédures illégales comme les perquisitions sans mandat...

Face à la répression qui frappe aujourd'hui Romain Le Gal comme elle frappe Simeoni, Albert Teisseyre, les syndicalistes et les appelés en novembre 75, la riposte doit être vigoureuse, car au-delà de cette répression c'est tout le mouvement des masses qui est visé comme le montrent les licenciements systématiques de délégués syndicaux dans les entreprises, la répression contre les

Corses et les viticulteurs du midi...

Samedi et dimanche, l'*Humanité Rouge* appelle à plusieurs manifestations pour exiger la libération de Romain Le Gal.

On peut écrire à Romain Le Gal: 655583 - 1^{re} division Maison d'arrêt de Fresnes Cellule 351 B 1, Division Leclerc 94261 Fresnes.

Le Quotidien du Peuple s'associe au mouvement pour la libération de Le Gal et proteste contre ces nouvelles atteintes aux libertés démocratiques qui s'inscrivent dans le renforcement de l'appareil répressif contre le mouvement de masse.

● PONIATOWSKI RÉCIDIVE: Après la décision du Conseil d'Etat déclarant nul l'arrêté d'expulsion pris contre Moussa Konaté, un des travailleurs maliens participant à la lutte des foyers SONACOTRA, Poniatowski a informé Konaté qu'il allait entreprendre une nouvelle procédure d'expulsion contre lui.

SPORTS

LUNDI SOIR SUR TF1

LE TOUR DE FRANCE D'UN COURSIER

A trois jours du départ du Tour de France 76, la première chaîne nous a offert un excellent documentaire sur ce qu'est «*le plus grand spectacle du monde*», qui passionne chaque année des dizaines de millions de spectateurs et de téléspectateurs de la petite Europe. (France, Belgique, Hollande, Espagne, Italie).

Les réalisateurs ont eu le mérite de ne pas tout centrer sur les Merckx, Thévenet et autres super-vedettes du cyclisme professionnel. Au contraire, nous avons pu pénétrer au cœur même de la vie quotidienne du tour en suivant un coureur sans grade, un équipier ou un «*porteur d'eau*» comme on dit dans le jargon cycliste: Gérard Moneyron: un coureur qui ne «*sé prend pas au sérieux*», qui fait du vélo et participe au Tour de France pour réaliser un rêve

d'enfant, qui souffre dans les cols, mais qui va puiser dans ses dernières forces pour terminer l'étape dans les délais et qui une fois franchie la ligne d'arrivée ne peut s'empêcher de jeter à la face des organisateurs: «*Des assassins, tous des assassins...*». Nous avons pu également pénétrer au cœur du peloton, ce peloton que sur le bord de la route nous ne pouvons apercevoir que quelques instants.

Tout au long d'une étape sans grande difficulté, il s'en passe des choses dans ce peloton: les discussions, plus généralement les plaisanteries (tel coureur porte un masque, tel autre fait de l'acrobatie en étant juché sur le dos d'un de ses compagnons, etc...) qui font passer le temps avant la bagarre des trente derniers kilomètres; mais aussi les chutes, rouler en peloton ça s'apprend et quand une

chute survient, plusieurs dizaines de coureurs ne peuvent l'éviter, bloqués qu'ils sont dans leurs calepieds et les sprints à l'arrivée où l'on voit tout un peloton d'une centaine de coureurs se lancer à 80 kilomètres dans les trois cents derniers mètres tel un serpent, rampant d'une balustrade à l'autre et où le moindre écart de ligne peut entraîner une véritable hécatombe. C'est aussi ça la course!

Mais on ne peut pas parler du Tour de France isolé de son contexte social. Le Tour de France dans la société capitaliste n'existe que financé par les entreprises capitalistes qui défilent devant les coureurs au sein de la caravane publicitaire. Ainsi tel fabricant de porcelaine vend par étape cinq cents assiettes à vingt francs à l'effigie de Poulidor. On comprend que les capitalistes y trouvent leur compte.

L'intervention l'an dernier, des travailleurs du Livre au cours de plusieurs étapes pour rappeler leurs revendications à Amaury, patron du groupe «*L'Equipe*», le Parisien» organisateur du Tour, nous montre qu'aujourd'hui, le Tour n'est plus le signal de la trêve sociale des vacances.

Alain DESAVE

● La reconstitution des circonstances de la mort d'Isabelle Le Menach à l'Espéidou (voir QdP du 22 juin) aura lieu le 13 juillet. Bruno Eveillard, étudiant en psychologie qui avait, avec d'autres étudiants, dénoncé la complicité de Savelli, directeur de l'UIER de

psychologie de Montpellier et psychiatre à l'Espéidou, est toujours écroué sous la fausse inculpation de coups et blessures et de dégradation de véhicule. Par contre, le père Fabre, directeur de l'Espéidou, responsable de la mort d'Isabelle, est toujours en liberté.

Après les élections en Italie

"LE COMPROMIS HISTORIQUE" COMPROMIS

Via delle Dotteghe Oscure, dans la nuit de lundi à mardi, devant la siège national du PCI italien à Rome : on a hissé le drapeau italien, cependant que des hauts-parleurs diffusent des opéras de Verdi. Décidément, le PCI fait beaucoup pour apparaître comme un parti national. Tard dans la nuit, quelques chants populaires seront diffusés, mais ne susciteront aucun enthousiasme car, passé 23 heures, tous avaient compris que la progression du PCI ne signifie pas pour autant la victoire : 34,4 % des voix aux législatives pour le parti de Berlinguer, mais dans le même temps la Démocratie Chrétienne consolidait sa position avec 38,7 % des voix. Le rapport est à peu près le même pour les élections sénatoriales.

Pour autant, la petite et moyenne bourgeoisie qui avait envahi les rues et s'était agglutinée devant les écrans de télévision disposés tout autour du siège du parti pour retransmettre les résultats circonscription par circonscription, donnait libre cours à sa satisfaction : elle aura finalement bien voté pour le parti qui défend le mieux ses intérêts. Vers minuit, Berlinguer, flanqué des élus romains et des membres du Bureau Politique paraîtra au balcon. A défaut de pouvoir célébrer l'arrivée au pouvoir de la «gauche», Berlinguer enfilera, un quart d'heure durant, des généralités sur «la nouvelle avancée impétueuse du PCI» - déclaration dont l'Unité faisait hier sa une. Il n'hésitera même pas à déclarer que les résultats du PCI sont une victoire pour la classe ouvrière. Il est vrai qu'il n'y avait aucun prolétaire dans la rue pour le démentir. Quand Berlinguer achèvera son discours, une cinquantaine de militants de la «Démocratie Prolétarienne» applaudissant le score du PCI croiront bon de crier : «La gauche au pouvoir, c'est le pouvoir aux travailleurs». Le spectacle est terminé.

A quelques mètres de là, des carabinieri en armes

protègent un immeuble désert ; toutes les lumières sont éteintes : c'est le siège de la Démocratie Chrétienne. Quand on leur demande si l'arrivée au pouvoir du PCI va changer quelque chose pour eux, les flics n'apportent pour toute réponse qu'un haussement d'épaule : ils savent qu'ils ont encore de beaux jours devant eux, car Berlinguer n'a pas été le dernier à faire campagne sur le thème de la «lutte efficace contre la criminalité» avec renforcement des effectifs des forces répressives ; et le succès de la DC aux élections va renforcer au sein de ce parti la position de Fanfani, qui n'a pas caché qu'il était favorable à une répression toujours accrue des luttes populaires.

Berlinguer, Fanfani, des noms qui reviennent très souvent, car les résultats électoraux, loin de permettre à la bourgeoisie de trancher définitivement en faveur de tel ou tel projet politique, n'ont fait que compliquer un peu plus une situation bloquée. De par la nature parlementaire de la solution que la bourgeoisie a voulu apporter à sa crise, force est aujourd'hui en Italie de se livrer à des exercices d'arithmétique politique. La progression du PCI et la stabilisation de la Démocratie Chrétienne se sont faites aux dépens des alliés traditionnels de ces deux partis.

Ainsi, le PCI, de 1972 à 1976, est passé de 27,1 % à 34,4 % alors que le parti socialiste n'a pas progressé, obtenant le même nombre de voix qu'aux élections législatives de 1972 soit 9,6 %. On peut toutefois parler d'un échec du PSI, dans la mesure où en juin 75, dans les élections régionales, ce parti avait récolté 12 % des suffrages. La «gauche» avec le parti radical et «Démocratie Prolétarienne» qui franchissent à eux deux de justesse le cap des 2 % totalise donc près de 46 % des suffrages, les chiffres définitifs n'étant toujours pas connus.

Le même phénomène de polarisation s'observe à droite où la Démocratie Chrétienne retrouve son nombre de voix de 1972 malgré l'échec enregistré aux régionales de 75. La stabilisation de la DC s'est opérée, elle aussi, aux dépens des partis libéraux, ses alliés traditionnels : la droite, sans le MSI fasciste obtiendrait près de 47 % des voix. Il n'y a pas de réelle victoire de la Démocratie Chrétienne, dans la mesure où le regroupement des voix réactionnaires et fascistes sur ce parti s'est effectué dans des proportions telles que d'ores et déjà, il est certain qu'au sénat, la Démocratie Chrétienne et le MSI siègeront seuls avec le PCI et le PSI, seuls partis à avoir obtenu le quorum nécessaire à la représentation sénatoriale en groupes politiques constitués : les sénateurs républicains et libéraux devront donc rejoindre les rangs de la Démocratie Chrétienne.

Le problème de la coalition gouvernementale est donc posé : la droite pourrait gouverner avec la majorité si la Démocratie Chrétienne

accepte de faire alliance avec le MSI fasciste, mais les libéraux et les sociaux-démocrates s'opposent à cette solution : un cabinet DC-MSI n'aurait pas la majorité. La DC pourrait aussi former un cabinet PSI-DC, solution qui semble, à l'heure actuelle, avoir toutes les faveurs des démocrates chrétiens, mais les socialistes ne semblent pas vouloir rompre leur alliance privilégiée avec le PCI. Enfin la DC avait formellement exclu la formation d'un gouvernement à participation communiste. Berlinguer a refusé de soutenir un gouvernement qui s'appuierait sur son parti sans lui offrir de strapontin dans un ministère.

Dans cette cuisine électorale à l'italienne, la seule certitude est bien qu'aucune solution parlementaire n'est viable pour sortir l'Italie de sa

crise. Car la Démocratie Chrétienne ne peut gouverner seule avec ses alliés. Il lui faudrait alors opter pour une politique de répression massive des luttes : c'est le projet politique de la tendance Fanfani. Mais c'est un risque que la DC ne semble pas encore décidé à courir, car il lui faudrait alors affronter les travailleurs, les jeunes sans emploi, victimes de la crise qui ont, semble-t-il, majoritairement voté pour le PCI, ce qui explique la plus forte progression du parti de Berlinguer en milieu urbain, mais aussi la DC devrait affronter les masses ouvrières au risque de ruiner le travail effectué ces derniers mois par les directions syndicales italiennes d'endiguement systématique et violent des luttes dans la voie de la collaboration de classes. Enfin si la DC se décidait pour une forme de

«compromis historique» en gouvernant avec le PS et le PC, les rapports de force entre la Démocratie Chrétienne et le parti révisionniste sont tels que l'on imagine mal une politique autre qu'une gestion de la crise par des partis qu'unirait un programme minimum plus que restreint.

Décidément, à l'horizon borné des parlementaires de la bourgeoisie italienne, il n'y a rien de nouveau, les élections en Italie auront été des élections pour rien. Reste à savoir si la bourgeoisie italienne, de Fanfani à Berlinguer pourra encore longtemps répandre dans les masses l'illusion électoraliste et faire payer la crise à la classe ouvrière en affirmant à chaque fois que la solution sortira des urnes.

PARTIS	LÉGISLATIVES 72		RÉGIONALES 75		LÉGISLATIVES 76	
	Voix (%)	Sièges	Voix (%)	Sièges	Voix (%)	Sièges
DC	38,7	266	35,3	277	38,7	263
PCI	27,1	179	33,4	247	34,4	227
PSI	9,6	61	12	82	9,6	57
MSI/DN	8,7	56	6,4	40	6,1	35

Après l'arrivée des casques verts

L'ARMÉE SYRIENNE DÉCIDÉE À RESTER AU LIBAN

Le retrait de l'armée syrienne des environs de l'aéroport de Beyrouth et des hauteurs de Saïda n'est que symbolique, tandis que certaines de ses unités entrent à Beyrouth sous l'uniforme des casques verts. Les forces syriennes au Liban se regroupent en trois points, sur la route Damas-Beyrouth, au nord, dans l'Akkar et à Jezzine au sud, elles y resteront, déclare le ministre syrien de l'information, «jusqu'à la fin des combats et le retour au calme et à la sécurité au Liban». Tout en ayant été obligé de cesser son offensive, par la résistance des peuples palestiniens et libanais, elle campe sur ses positions, les troupes syriennes s'installent dans leurs cantonnements formés par d'immenses camps de toile : elles restent pour imposer une solution au Liban qui convienne au régime syrien, solution qu'ils entendent promouvoir à la fois en maintenant la présence menaçante de leurs troupes au Liban et en contrôlant la force inter-arabe. Et pour cela, le régime syrien a le plein accord des Phalanges, qui affirment que la force inter-arabe doit avant tout être composée d'unités syriennes, les autres forces étant purement symboliques. Les Phalanges poursuivent d'ailleurs les combats dans la ville même de Beyrouth après l'arrivée des premiers casques verts.



Le premier contingent de «casques verts» en route vers l'aéroport de Beyrouth.

Tandis que les casques verts arrivaient à Beyrouth, Arafat, le dirigeant de l'OLP rencontrait à Ryadh (Arabie Saoudite), le président égyptien Sadate et le roi d'Arabie, Khaled. Leurs discussions portèrent «sur les efforts en cours pour mettre un terme à l'effusion de sang au Liban». Est-ce que ces contacts aboutiront sur des initiatives nouvelles de la Ligue Arabe, limitant les prétentions syriennes ? Selon M. Jalloud, le premier ministre libyen, qui se trouve à Damas, il reste à franchir une étape : «La conclusion d'un accord entre la Syrie et la Résistance Palestinienne». Concernant la situation au Liban, le

Les «casques verts» au Liban

Au cours d'une réunion tenue au Caire, à la demande de l'OLP, le 8 juin dernier, les participants s'étaient mis d'accord pour «constituer, sous la supervision de la Ligue, des forces arabes symboliques de sécurité afin de préserver la sécurité et la stabilité du Liban, et qui remplaceront les forces syriennes, leur mission devant prendre fin à la demande du président élu». Il aura fallu 13 jours pour que cette force baptisée les «casques verts», soit constituée, et le premier contingent est constitué de forces libyennes et syriennes. Ce qui indique que cette «force de sécurité» dépend pour l'instant encore de l'armée syrienne. Damas a d'ailleurs mis comme condition que les forces arabes se retirent «au premier coup de feu tiré par n'importe qui sur un «casque vert».

Le régime syrien obligé de cesser son offensive, fait entrer ses troupes dans Beyrouth par un autre moyen.

commandant Jalloud affirme que la conférence de Paris est «ridicule» et qu'elle doit se tenir au Liban sous la présidence de Elias Sarkis.

CE QU'ILS EN PENSENT...

Agnelli : «Je sais que c'est indispensable de négocier un programme entre toutes les forces politiques, y compris le PCI... Je sais qu'il faut discuter un programme entre les deux grandes forces, mais après, il faut des responsabilités de gouvernement qui soient claires : ou le PCI ou la Démocratie Chrétienne, ou un gouvernement minoritaire ayant le soutien des deux grandes forces.»

Lecanuet : Les Italiens souhaitant un changement, ont évité le changement avec le PC car c'était un changement sans liberté, l'isolement dans l'Europe et, quoiqu'en disent les communistes, le renversement des alliances.

Personnellement, je souhaite que la Démocratie Chrétienne soit encore capable de faire la preuve de conduire le pays sans chercher l'alliance avec le PC car cela dénaturerait le climat de liberté des démocraties occidentales.

Sanguinetti : «L'Italie est un pays différent de la France qui n'a pas fait 89... L'Italie va continuer ses errements. Il n'y a pas de raison que la Démocratie Chrétienne qui vient d'être élue soit meilleure que celle que nous avons connue. L'Italie est le seul pays d'Europe qui peut vivre dans le désordre... Les dirigeants communistes italiens sont plus intelligents que les dirigeants français.»

Ford s'est félicité que les partis «non communistes et non fascistes aient la majorité», ce qui garantit, selon lui, «la possibilité d'un gouvernement démocratique».

INTERNATIONAL

AFRIQUE DU SUD

Le régime raciste en sursis

Après les manifestations très importantes, la semaine dernière à Johannesburg, les ghettos africains de Prétoria, Nigel, Atteridgeville se sont soulevés lundi. A nouveau, c'est la jeunesse africaine, révoltée par le manque d'instruction, l'oppression culturelle et l'avenir de misère et de répression qui lui est promis, qui a été à l'avant-garde de la lutte. D'autres manifestations auraient eu lieu à Prétoria et Johannesburg, lundi soir et mardi.

Les mesures préventives de répression se multiplient : la police raciste quadrille les villes, arrête de très nombreux «suspects» : 104 ont déjà comparu devant les tribunaux. Les écoles des ghettos qui se sont soulevés ont été fermées. Ce mouvement des masses africaines, le plus important depuis des années, semble profond et organisé, donc certainement durable. C'est ce que s'efforce de cacher à tout prix la presse bourgeoise comme «France-Soir» ou le «Journal du Dimanche», parlant d'«émeutes raciales» (ce qui sous-entend le «racisme anti-blanc»), de pillages et d'incendies, refusant de

reconnaître que les soulèvements visent précisément les bâtiments, administratifs et policiers, les écoles, instruments de l'oppression, les bus et les bars, symboles de la ségrégation. Presse, radio, télé évitent également de dire que le mot d'ordre de «pouvoir africain» est mis en avant, de même qu'on évite de parler de la réalité hideuse du régime d'apartheid, quand on ne le justifie pas en disant que la «minorité blanche» doit bien l'appliquer pour survivre !

En Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny, tout en condamnant hypocritement la répression en Afrique du Sud, a déclaré que les condamnations de l'ONU étaient «stériles» et qu'il fallait «engager le dialogue» avec le gouvernement raciste. De plus, la presse de Côte d'Ivoire n'a pas dit un mot des manifestations et de la répression. Cette attitude odieuse d'Houphouët-Boigny ne fera qu'isoler davantage l'impérialisme français et ses valets en Afrique.

Mercredi, Kissinger va rencontrer Vorster, chef du régime raciste d'Afrique du Sud, sur le sol allemand. Le gouvernement de la RFA se dit indigné. Schmidt reproche à ses ministres de ne pas l'avoir informé assez tôt de la rencontre prévue : «Vous auriez dû les envoyer en France. Les Français leur ont vendu des armes et les centrales nucléaires, et nous, nous avons les embêtements diplomatiques !»

Toutes les déclarations anti-apartheid du gouvernement Schmidt ne peuvent pas cacher que la RFA, en collaboration étroite avec les Etats-Unis et la France, soutient le régime d'apartheid avec tous les moyens : militaires et économiques contre les décisions prises

par l'ONU. Si l'Afrique du Sud peut se maintenir en Afrique malgré son isolement croissant et la révolte du peuple, c'est grâce à l'aide massive que ces pays maintiennent en vie ce régime, premier pion de l'impérialisme en Afrique.



L'apartheid. Sur les gradins d'un stade.

Si les Etats-Unis offrent un soutien sous la forme d'une aide militaire et logistique importante et d'énormes investissements financiers dans le secteur de la recherche pétrolière en Afrique du Sud qu'ils contrôlent presque totalement, la responsabilité de la RFA et de la France n'est pas moins engagée. La vente récente de centrales nucléaires françaises ne montre que le sommet de l'iceberg.

LE RENFORCEMENT MILITAIRE DU RÉGIME RACISTE

Depuis que, fin 1960, les premiers contrats de livraisons d'armes ont été signés entre Paris et Prétoria, l'apport français au régime d'apartheid n'a fait qu'accroître. Le premier fournisseur d'armes d'Afrique du Sud, la France, a livré une foule de matériel : des mirages, sous-marins, hélicoptères, roquettes, missiles, chars et automitrailleuses qui servent aujourd'hui à massacrer la population noire. Des missiles sol-air, capables de porter une tête nucléaire ou un gaz toxique livrés à l'Afrique du Sud ont été expérimentés et mis au point par les sociétés françaises Thomson et Matra. Quant aux gaz toxiques, ils sont le

résultat de la coopération Bonn-Prétoria par le biais des géants de la chimie allemands BASF et Bayer. Une base ultra-moderne de repérage et de communication, une des plus puissantes du monde de par ses possibilités de détection, a été construite notamment par des experts ouest-allemands dans le cadre de l'OTAN. Des experts militaires sud-africains sont entraînés en France et en RFA. On ne se limite pas à la seule livraison d'armes, mais l'aide militaire de la France et de la RFA ont permis à l'Afrique du Sud d'édifier une industrie militaire qui consacre aujourd'hui presque entièrement ses besoins en armes légères. Des avions français, ainsi que des corvettes allemandes sont construits sous licence par Prétoria.

L'AFRIQUE DU SUD ÉQUIPÉE D'ENGINS NUCLÉAIRES

La pièce maîtresse de l'aide fournie est sans nul doute le secteur nucléaire. Dès 1961, est créé, près de Prétoria, le Centre National de Recherche Nucléaire qui entame aussitôt la construction du premier réacteur Safari I. Deux firmes allemandes, BBC et KRUPP, une société française, l'Association Française de l'Industrie Nucléaire d'Équipement, en sont les principaux réalisateurs, tandis que les Américains fournissaient le système d'ordinateur IBM 370. Depuis quinze ans, des spécialistes français et surtout allemands des questions atomiques, se rendent régulièrement en Afrique du Sud. Notamment la RFA a aidé Prétoria à développer un nouveau procédé d'enrichissement d'uranium servant aussi bien à des fins civiles que militaires. Ce programme nucléaire ne peut pas être justifié par un besoin économique d'énergie. La construction de centrales nucléaires revient au régime de Prétoria trois fois plus cher que des centrales classiques basées sur le charbon, dont l'Afrique du Sud, en outre, a des réserves pratiquement inépuisables. Mais le contrôle de ces procédés nucléaires permet à Prétoria la mise au point d'une bombe atomique assurant ainsi sa suprématie militaire sur le continent africain. Déjà, grâce à l'aide des puissances occidentales l'armée de Prétoria est supérieure, en hommes et armements, à l'ensemble des armées de tous les pays d'Afrique.

Les liens étroits entre les puissances occidentales avec le régime apartheid n'ont pas une seule raison économique de besoin en matières premières, mais l'aide de ces pays, en premier lieu les USA, la RFA et la France, visent à tenir en vie ainsi un régime ébranlé à l'intérieur et encerclé par les peuples africains en lutte pour assurer la présence d'un gendarme militaire puissant des intérêts impérialistes sur le continent africain.

Gérard LINKEN

GISCARD À LONDRES Problèmes économiques et construction de l'Europe

Quelques heures d'entretiens politiques sur quatre jours de mondanités : promenade en carrosse avec la reine, voyage à Edimbourg, grandes déclarations sur la nécessité de faire mieux connaître les Français en Grande-Bretagne, ce voyage de Giscard est entouré des habituelles futilités et opérations publicitaires, comme son récent voyage aux États Unis. En partant, il a déclaré qu'il s'agissait du premier voyage d'un chef d'État français en Grande-Bretagne depuis son entrée dans le Marché Commun.

Il veut faire le bilan de cette «nouvelle solidarité historique» et instaurer des consultations régulières comme avec l'Allemagne. L'ambassadeur en France a déclaré, de son côté, que la concertation entre les deux gouvernements était importante parce que «Nous sommes les seuls pays du Marché Commun qui aient des intérêts dans toutes les parties du monde».

Ce voyage marque la volonté de Giscard de rééquilibrer les relations France-Grande-Bretagne par rap-

port au poids grandissant de l'Allemagne en Europe. La collaboration industrielle, dont la réalisation de Concorde devait être la pièce maîtresse, marque le pas : aujourd'hui, l'aéronautique française coopère avec l'Allemagne. Il est probable que Giscard mettra en avant son projet de fonds spécial communautaire pour le développement des relations économiques avec l'Afrique, (projet proposé à la conférence franco-africaine) ; reste à savoir ce qui l'emporte des intérêts communs ou des rivalités de ces deux impérialismes en Afrique.

Quant au gouvernement anglais, pour faire face à la crise, dont les effets sont spectaculaires (22 % d'inflation), il espère, par un accroissement des échanges rétablir sa balance commerciale déficitaire avec la France. Callaghan a également proposé une coopération pour les recherches de pétrole en mer d'Irlande ; il est probable qu'il demandera à Giscard de soutenir le prix de sauvegarde (plus haut que le prix mondial) demandé par l'Angleterre pour le pétrole

de la Mer du Nord dans le Marché Commun. Le gouvernement anglais pourrait aussi chercher le soutien de la France et du Marché Commun dans le conflit qui l'oppose à l'Islande («guerre de la morue»).

Face à leurs difficultés respectives, aux problèmes de la construction de l'Europe et à l'hégémonie de l'Allemagne qui tend à s'affirmer dans le Marché Commun, les gouvernements anglais et français, par l'éclat même qu'ils lui donnent, veulent faire de ce voyage un symbole de l'amélioration de leurs relations, même si les résultats concrets qu'on peut en attendre ne sont pas évidents.

L'ASSEMBLÉE DE CATALOGNE ADOPTE UN MANIFESTE DE RUPTURE

Après une lutte politique importante, la commission permanente de l'Assemblée populaire de Catalogne a adopté à l'unanimité «un manifeste de rupture». Elle dénonce vigoureusement les efforts réformistes du gouvernement qui visent à diviser par de possibles négociations qui excluraient l'une ou l'autre force de l'opposition. Ainsi, l'Assemblée populaire de Catalogne se prononce nettement contre les propositions de Fraga Iribarne et du régime Juan Carlos.

Par ailleurs, détaillant le contenu de la rupture démocratique, elle affirme qu'une constituante est nécessaire au moyen de la formation d'un gouvernement provisoire au niveau central, qui permette à la souveraineté populaire, le libre choix des institutions, tandis que pour la Catalogne, l'Assemblée préconise le rétablissement provisoire du statut d'autonomie de 1932 pour permettre le plein exercice du droit à l'autodétermination.

Le processus pour parvenir à cette constituante n'exclut pas une négociation sur les points indiqués, ce qui constitue un point de rapprochement entre l'Assemblée de Catalogne et la coordination démocratique.

KISSINGER RASSEMBLE LES PAYS OCCIDENTAUX

Au cours d'une réunion de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, qui regroupe les principales puissances occidentales, Kissinger a fait approuver son plan -rejeté par les pays du Tiers Monde- de créer une banque mondiale des ressources. Sauvagnargues, le ministre français a donné son approbation à ce plan, alors qu'à Nairobi, Fourcade s'y était opposé. Le but avoué de Kissinger est de redonner une position de force aux pays occidentaux qu'ils n'avaient plus après Nairobi.

La partie la plus importante de son discours a été consacrée au développement du commerce avec les pays d'Europe de l'Est. Les dettes des pays du Comecon ont doublé en 1975, et atteignent quinze milliards de dollars.

«Une nouvelle dimension dans l'inter-action économique entre les pays de l'Ouest et de l'Est est en train de prendre forme», a-t-il déclaré avant de proposer un plan en sept points pour leur développement, qui présente «des perspectives encourageantes sur les plans tant économique que politique».

geantes sur les plans tant économique que politique».

Kissinger poursuit la même politique : resserrer les liens des pays occidentaux contre les pays du Tiers Monde. Face aux pays d'Europe de l'Est, il se sert de la détente comme d'un levier pour pénétrer massivement dans ces pays, pénétrer sur ces vastes marchés. Selon lui, cette «inter-action», «grâce à d'importantes ressources minérales» pourrait devenir «un élément important de l'équilibre énergétique» qui dépend aujourd'hui largement des pays du Tiers Monde.

REPORTAGE

reportage de
Robert RIVIERE
du bureau régional
de presse de Marseille

A Apt dans le Vaucluse

LA LUTTE DES PETITS PRODUCTEURS DE CERISES - 3

FACE AUX PIÈGES DU SYNDICALISME AGRICOLE

« C'est vrai, on aurait du réagir plus tôt, maintenant on est pris par le travail de la récolte et il faut que ce soit ramassé, sinon c'est foutu », nous disent des paysans de APT et de BONNIEUX.

Réagir plus tôt ! Dans leur lutte, les paysans de la région ont à lever un obstacle : celui des organisations syndicales agricoles qui font le maximum pour éviter que la colère des producteurs les plus touchés, n'éclate en dehors de leur contrôle.

LE SYNDICAT-PATRON

Outre la FNSEA, qui soutient Bonnet et Cie dans leurs tribulations à Bruxelles et ailleurs, il y a le syndicat national des Producteurs de cerises. Ce syndicat est présidé par M. Louis MILLE, apparenté à la majorité giscardienne même s'il n'ose pas en prendre ouvertement l'étiquette contrairement à

l'un de ses bras droits M. ESPENON, conseiller général et maire de Saint-Didier (près de Carpentras). Parmi les dirigeants du syndicat de la cerise, on retrouve M. PITON soi-même le patron de APT-UNION, gros importateur de cerises italiennes, ce qui ne manque pas d'être cocasse quand on sait que ledit syndicat appelle à rejeter en bloc toutes les importations...

En présence de ces deux syndicats ouvertement réactionnaires, quelle position adopte le MODEF ?

LA POSITION DU MODEF

Le MODEF, dirigé par le PCF, a désarmé et dénoncé l'opération contre le camion italien en affirmant : « cette action faisait plaisir aux éléments de droite du Syndicat de la cerise et nous pensons que certains pouvaient en être à l'origine ».

Sur quelle preuve s'appuie cette affirmation ?

Ici, parmi les producteurs, cet acte est généralement considéré comme l'expression du « ras-le-bol » d'un ou plusieurs petits producteurs face aux importations ? En fait pour les dirigeants du MODEF, l'important n'est pas de savoir pourquoi et par qui cette action a été commise. « Ils agitent l'épouvantail de Montredon » nous explique un des adhérents.

Dans le même temps, aux producteurs de cerises acculés à l'exode et au chômage, les perspectives de luttes offertes par le MODEF se réduisent à ceci : renforcer le syndicat de la cerise !

« Nous voulons que les dirigeants du syndicat de la cerise nous accordent 6 sièges en plus des 18 existant déjà, c'est-à-dire un quart des sièges », déclare un jeune dirigeant du

MODEF. « D'ailleurs, nous devons en discuter au cours d'un dîner-débat auquel ils nous ont invité ».

L'AVIS DE LA BASE, CONNAÎT PAS !

Le refus, reconnu par ce dirigeant, de dénoncer la nature réactionnaire du syndicat de la Cerise, amène le MODEF à composer avec lui sans en débattre ouvertement avec la base, souvent mise devant le fait accompli. Et le responsable en question de déclarer : « c'est vrai, nous avons parfois magouillé nos propres adhérents en ne leur disant pas ce que nous voulons faire ». Cela a été le cas pour la manifestation du 21 Mai à APT, organisée par le syndicat de la cerise alors que la très large majorité des militants du MODEF se prononçaient contre la participation à cette manifestation, les dirigeants du MODEF, manifestèrent côte à côte avec ceux de la FNSEA et du syndicat de la cerise. Un des points les plus importants sur lequel le point de vue de la base du MODEF est violé et qui illustre bien la politique des organisations syndicales agricoles, concerne l'aide du FORMA. Alors que cette aide avait d'abord été rejetée par les syndicats agricoles, aujourd'hui tous la réclament, et en particulier le MODEF. L'un des responsables du PCF et du MODEF dans la région a cru bon d'envoyer à tous les adhérents du PCF, dans une lettre timbrée, avec le tract de la

S'ORGANISER POUR LUTTER

« La confiserie connaît une période difficile », « la lutte risque de faire fuir les patrons actuels ». Ces idées diffusées par les patrons de la confiserie, relayées par les syndicats agricoles et les partis bourgeois de la région, se heurtent à la volonté de lutte des paysans et à leur désir, d'unité avec les ouvriers, et du coup les idées comme quoi « les ouvriers ne sont pas prêts à les soutenir parce que « eux ils s'en foutent, que les cerises soient françaises ou italiennes, l'essentiel c'est qu'ils travaillent et qu'ils touchent régulièrement leur mois » sont aussi battues en brèche.

Par exemple, à propos de l'aide du FORMA, des paysans disent : « Les centimes de plus, il faudrait savoir d'où ils vont venir, il ne faut pas que ce soit une subvention donnée par le FORMA ou le gouvernement à APT-UNION, une subven-

tion aux gros ». Les mots d'ordre tels que « Piton aux cochons » montrent assez la contradiction qui se dessine entre les petits producteurs et les propositions du MODEF et du PCF.

A l'image des « Comités d'action viticole », organisation de masse parallèle au syndicalisme professionnel que se sont donnés les viticulteurs, certains producteurs de cerises envisagent de créer un « Comité de défense de la cerise » qui prendrait en main la riposte face à la poursuite massive des importations. Mais, cela implique de sortir de l'ornière du MODEF, de la FNSEA et autres organisations qui tentent d'étouffer leur lutte en s'appuyant sur les aspirations à « vivre et travailler au pays » pour les détourner à leurs profits électoraux, avec les arguments du genre : « front uni avec nos patrons fournisseurs d'emplois et menacés de disparition ».

fédération du Vaucluse de son Parti, le tract du syndicat de la cerise exigeant, entre autre, « une aide indispensable de la part du FORMA » et revendiquant « une politique contractuelle à long terme ».

L'AIDE DU FORMA, POUR QUI ?

Qu'est-ce que signifie cette aide et quelles en sont les conséquences ?

Bien entendu, les fonds ne sont pas distribués équitablement entre les paysans mais, avant tout aux gros propriétaires organisés ; par exemple qui va contrôler qu'un M. PITON ou un gros producteur va déclarer son tonnage réel, sans gonfler les chiffres (l'aide étant proportionnelle à cette production) ? Chacun sait dans la région que l'on peut faire confiance à ces messieurs entourés de relations, pour trouver des combines. On se souvient comment, pour les pommes détruites l'an dernier par milliers de tonnes, les gros producteurs ne se sont pas gênés pour faire passer plusieurs fois les mêmes pommes avant de les détruire et ce n'était pas la seule combine !

Dans ces conditions, réclamer l'aide du FORMA apparaît comme un soutien aux gros producteurs, aux patrons de APT-UNION. Ce qui explique que nombre de petits producteurs refusaient de soutenir cette revendication à la manifestation du 21 Mai à propos de laquelle un dirigeant du MODEF déclarait : « elle a fait plaisir au sous-préfet d'APT, c'est exactement ce qu'il attendait ! »

La revendication de l'aide du FORMA sert en fait à mettre en cause l'unité entre les ouvriers d'APT-UNION en lutte contre les licenciements, et les petits producteurs, puisqu'elle sous-entend l'unité des petits producteurs avec ceux qui exploitent les ouvriers par le biais de la coopérative et de APT-UNION.

Malgré tous ces comptes d'apothicaire, « La Terre » est bien obligée de constater que l'on « est encore loin des 3F réclamés par les producteurs ». Une autre question s'impose : « quand et comment ces aides seront-elles versées ? » Après avoir laissé croire aux 0,40F/kg, « La Terre » se souvient que la prime de 0,12 centimes (0,16 selon certains) de l'an dernier, n'a toujours pas été versée, inquiétant « vivement les producteurs ». Ce qui inquiète beaucoup le PCF et ses alliés, c'est de ne pas réussir à faire avaler de telles couleuvres aux producteurs.

Une question est soigneusement « oubliée » : comment le GACI (ex APT-UNION) va-t-il payer les 1,60F ou 1,70F ? L'an dernier sur 1,95F seulement 1F a été versé au comptant et le reste en mai 76, si la proportion est maintenue, cette année les producteurs toucheront entre 0,80F et 0,85F. Une fortune !



PCF ET MODEF : le soutien aux subventions...

OU LA DÉFENSE DES GROS !

A la mi-juin de l'an dernier, juste avant la grande manifestation unitaire ouvriers-paysans à Apt, le PCF déclarait dans un tract : Sans sous-estimer les erreurs de gestion, ni le fait que la direction n'a pas informé à temps le comité d'entreprise, la situation de l'entreprise APT-UNION est la conséquence de la politique gouvernementale en matière de resserrement du crédit... Comme nous le disions dans un tract distribué précédemment, c'est avant tout la politique du pouvoir qui multiplie les cadeaux aux grands monopoles et qui organise la faillite de milliers de PME, c'est cette politique qui est en cause et qui est à l'origine de la crise actuelle de l'entreprise APT-UNION. Tandis que les ouvriers et les petits producteurs manifestaient aux cris de « Piton aux cochons, apt-UNION aux travailleurs ! », le PCF présentait Piton, Barriol,

Jaumard et autre PDG d'APT-UNION comme de pauvres victimes du « resserrement du crédit ».

Cette politique explique l'attitude favorable du PCF à l'égard de l'aide du FORMA : c'est à la venue de François Billoux, du PCF, le 29 mai au meeting d'Oppède, après qu'il ait été en délégation au ministère de l'agriculture, avec des conseillers généraux du PCF, que les adhérents du PCF de la région d'APT ont appris que leur parti se prononçait pour le FORMA.

Un tract du PCF distribué il y a quelques jours, en pleine saison de cerises, indique : « Pour mettre fin aux graves difficultés que connaissent les producteurs de cerises de conserve, la Fédération du Vaucluse du Parti communiste français et ses élus proposent les mesures suivantes : ... octroi par le FORMA d'une sub-

vention à tous les producteurs afin d'assurer à ceux-ci, en raison de leur charge de production, le prix de 3 F le kilo ».

Les membres de la délégation du PCF reçue au ministère de l'agriculture, n'ont pas hésité à annoncer que « le gouvernement vient d'être contraint à un premier recul », c'est ce qu'indique le journal du PCF destiné aux paysans « La Terre » du 2 au 8 juin.

En quoi consiste ce soi-disant recul ?

Le FORMA verserait (le conditionnel s'impose) 40 centimes/kilo, drôle de recul alors qu'on disait devoir exiger 90 centimes. (2 F 50 - 1 F 60 payé par les confiseurs) ! Victoire sans bavure lorsque l'on sait, comme doit le publier « La Terre » que cette « aide » est limitée à 8 000 tonnes sur les 15 ou 20 000 de la région ? Il y aura donc deux solutions : ou seulement moins de la moitié des

producteurs en bénéficient et on peut faire confiance au Piton et Cie pour se servir les premiers, ou tout le monde y a droit et l'aide sera de 15 à 20 centimes par kilo. Ces 40 centimes ne sont donc pas une « aide » mais un leurre dont se servent le PCF et les autres partis bourgeois pour essayer de tromper la vigilance des producteurs.

Comme on est loin des 0,90F, il faut bien trouver autre chose : le ministère des finances lui-même aurait promis une « aide » directe de 20 F/kg, avec la parole de Fourcade !

Et comme le compte n'y est toujours pas, en lisant ce journal on en apprend toujours de nouvelles : « Les industriels s'engageraient à porter à 1F70 le kg des offres d'achat qu'ils faisaient auparavant à 1F60 ». Là aussi le conditionnel est de rigueur parce qu'on n'entend et on ne trouvera jusqu'à maintenant, cette information nulle part ailleurs.

VIE DU JOURNAL

Camp de loisirs populaires de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
(Camp de toiles, marabouts...)

- Travail et enquête avec des paysans pauvres, sous la direction de paysans révolutionnaires.
- Contact avec des anciens Résistants.
- Visite d'usines, contacts avec des ouvriers en lutte.
- Tournois sportifs, excursions, fête populaire au village.
- Nombreux débats avec des jeunes de tout le pays sur les luttes à l'école, dans les quartiers, sur la construction de l'unité populaire.
- Initiation à la photographie, au cinéma 8 et 16 mm, à la sérigraphie. Groupes de théâtre, chorale, création d'un orchestre.

Les enfants sont admis à partir de sept ans (création d'un groupe de pionniers)
Toute participation de famille populaire sera la bienvenue.

CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : LE 24 JUILLET

PRIX 200 A 250 F (selon les ressources)
assurance comprise

Pour tout renseignement et surtout pour toute suggestion, écrire au Quotidien du Peuple ou à Rebelles - 57 rue Ordener - 75018 - Paris

RÉUNION DE LECTEURS DE ST-ÉTIENNE

«DIFFICILE DE S'EN PASSER»

Voici aussi un compte rendu de la réunion de lecteurs qu'il y a eu le 18 à St Etienne : Quelques lecteurs du Quotidien du Peuple se sont réunis pour faire le point sur le Quotidien. Il est apparu que le quotidien est devenu leur quotidien, et qu'il est bien difficile de s'en passer : un certain nombre de critiques aussi ont été faites, concernant non seulement la rédaction centrale du journal, mais aussi la façon dont nous y avons collaboré.

Par exemple, la page «luttons ouvrières» qui est encore trop stéréotypée. On ne montre pas encore assez la particularité de la boîte en question (pro-

duction - situation - âge) ni toujours la particularité du mouvement : les leçons à en tirer après la reprise. Cela veut dire que l'article a été fait par quelqu'un d'extérieur à la lutte et qu'il a des difficultés à en saisir le mouvement. C'est tout à fait le cas d'articles faits par des camarades de St Etienne sur les luttes des tram-nots, de la TTM, de la SRCM où il n'y avait qu'une enquête «technique» sur la grève.

Par ailleurs si le débat sur le deuxième congrès du PCRml a été très apprécié, les camarades furent unanimes pour regretter la baisse du courrier des lecteurs. Un

lecteur souligne l'importance de ce courrier des lecteurs, comme celui du réseau de correspondants pour que le Quotidien reste le Quotidien du Peuple, et non une feuille d'information pour militants.

Le même regret fut pour la baisse d'articles de critiques au jour le jour d'émissions de télé. Mais il est vrai aussi qu'aucun lecteur présent n'avait pris son stylo pour combler ce manque ou indiquer les insuffisances - comme pour les articles sur l'accouchement qui soulèvent des espoirs pour se terminer bien trop vite.

articles que l'on lit en premiers car en général c'est très utile.

Le dernier point soulevé fut les grandes enquêtes : Tous dirent bravo pour celle sur le logement et sur l'Allemagne. Une suggestion fut faite : un débat sur l'enseignement.

Conclure la réunion, cela voulait dire : prendre en main les enquêtes que lançait le Quotidien du Peuple, préparer des contributions, des articles. Faire toujours plus et mieux pour que le Quotidien reste notre Quotidien, le Quotidien du Peuple.

correspondant St Etienne

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION»

Rebelles

3.50F MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE N°3

EDITORIAL construire une puissante force révolutionnaire

AU SOMMAIRE

A propos de la campagne sur la sécurité des Français

A propos de la campagne sur la sécurité des français je voudrais tout de suite vous citer un petit fait significatif à mon avis de ce que la propagande du gouvernement sur l'insécurité a un certain écho sur les masses, sur des gens du peuple qui n'ont aucune sympathie particulière pour les flics et le régime (beaucoup s'en faut) : Hier la station de pompage qui alimente la ville en eau potable a été détruite par un incendie (du à une surchauffe), des voitures sont allonées la ville pour l'annoncer et demander l'économie sur l'eau. Bien sur aucune

explication n'était alors donnée sur l'origine de cet incendie. Et tout de suite dans mon entourage et dans le quartier la réaction était : c'est un acte criminel... Je constate que ce n'est pas la première fois que je relève des réactions de ce genre quand arrive un accident ou une catastrophe (ainsi lors de l'accident du train Paris-Caen en février 72, beaucoup de cheminots que je connais avaient eu cette réaction). Il ne fait pas de doute que c'est là la conséquence directe de la propagande gouvernementale sur l'insécurité et qui ne date pas

d'aujourd'hui. C'est dangereux car si on pousse la réaction que j'ai citée jusqu'au bout : qui peut avoir intérêt dans une période de sécheresse catastrophique à détruire la station de pompage menaçant ainsi la ville d'être totalement privée d'eau, si ce n'est un de ces terroristes mystérieux qui profitent de la juste révolte populaire contre l'inaction du gouvernement, veut aggraver les choses, pour créer le

chaos et détruire la société ? Qu'en pensez-vous ? Je terminerai en signalant que justement ce matin le journal «Sud-Ouest» publie des informations de la CIA selon laquelle des terroristes voudraient créer le chaos aux USA en provoquant des «calamités naturelles» en répandant des armes bactériologiques et en sabotant des centrales nucléaires...

salutations militantes
P.R.SAINTES

Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières sont montées.

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle : en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dirigée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique, Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démonter quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

ET VOUS, QUE FAITES-VOUS PENDANT LES VACANCES ?

Avec l'été, et la fatigue d'une année de travail, tout le monde commence à penser aux vacances. Et la télé, la radio, les journaux nous bercent avec des annonces de séjours enchanteurs, d'évasion...

Mais les travailleurs, qui en auraient bien besoin pour se reposer, ne peuvent souvent pas profiter de ces semaines de congés payés qu'ils ont pourtant conquises de haute lutte. C'est qu'elles sont trop coûteuses. La crise, pour les familles populaires, c'est cela aussi.

Dans les jours qui viennent, le Quotidien du Peuple va ouvrir une rubrique sur cette question.

Pour vous, travailleurs, comment vont se passer ces mois d'été ? Faites-nous parvenir vos témoignages. Peut-être aussi avez-vous des idées, des suggestions de vacances qui ne soient pas simplement de l'argent jeté dans la poche des promoteurs et autres profiteurs. Des vacances qui soient une occasion de découverte des travailleurs d'autres régions, une occasion d'échanges, d'enrichissement.

Faites-nous part de ces suggestions, ainsi que de toutes vos idées pour passer des vacances agréables, intéressantes et bon marché !



TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN 208 65 61 DE 9 H A 17 H

ORLÉANS SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI

Le comité local de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraoui a organisé à Orléans une campagne d'information sur le Sahara occidental d'abord en faisant circuler une expo-photo dans les M.J.C. puis en organisant un meeting le Samedi 19 Juin.

Malgré l'interdiction de la préfecture de tenir une réunion publique, une cinquantaine de personnes ont répondu à l'invitation de l'Association. La projection de deux films du Croissant Rouge Sahraoui a montré la détermination du peuple sahraoui à vaincre et dans l'immédiat le besoin pressant de secours matériels pour continuer la lutte. A cette fin, le comité local a déjà envoyé plusieurs centaines de kilos de vêtements et de médicaments. Le représentant du Front Polisario a répondu de manière très complète aux nombreuses questions en soulignant particulièrement la volonté actuelle du Front de forger l'unité des peuples de la région (sahraoui, marocain, mauritanien) dans la lutte contre l'impérialisme.

L'opération de Nouakchott en est une vive illustration. C'est également dans ce sens que le camarade du Front Polisario répondit aux interpellations de quelques Marocains présents. L'appel que nous avons lancé pendant le meeting a été largement suivi puisque la collecte de soutien au peuple sahraoui a rapporté plus de 150 F.

- HALTE AU GENOCIDE ! GISCARD COMPLICE !

- VIVE LE FRONT POLISARIO !

- VIVE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUI DÉMOCRATIQUE !

- LE PEUPLE SAHARA OUI VAINCRA !

Comité Local d'Orléans

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y.CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LA NÉCESSITÉ VITALE DES BOISSONS EN PÉRIODE DE CHALEUR

(2) CHEZ LES TRAVAILLEURS EXPOSÉS EN PERMANENCE À LA CHALEUR

Les mêmes phénomènes que chez les bébés se produisent : si les pertes par sudation sont supérieures aux apports de boissons, les reins vont diminuer la quantité d'urines qu'ils filtrent, les urines deviennent concentrées et des calculs peuvent se former par drainage insuffisant, stagnation des déchets. D'où l'explication des coliques néphrétiques qui se produisent en période de forte chaleur comme de régime amaigrissant (lorsqu'on oublie de boire).

Les mêmes phénomènes d'apathie, somnolence se produisent aussi (le cerveau est insuffisamment irrigué) et peuvent être une source d'accident.

La boisson doit compenser les pertes d'urines, de sudation, de respiration (vapeur d'eau) et c'est souvent plus d'un litre par heure qui sont nécessaires.

LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR

La loi oblige les employeurs à mettre à la disposition du personnel de l'eau potable et fraîche pour la boisson, avec un appareil de distribution présentant toutes les garanties d'hygiène.

Dans des cas précis énumérés dans le tableau ci-contre) l'employeur est tenu en outre, de mettre à la disposition et à la portée des travailleurs au moins une boisson non alcoolisée, dont

la nature et les modalités de distribution seront déterminées compte tenu des conditions de travail particulièrement constatées et des désirs exprimés par les intéressés. Si la distribution n'est pas gratuite, l'employeur ne peut demander que le remboursement du coût de la fourniture. (décret du 5.10.60)

Ces dispositions en pratique ne sont pas appliquées et nombreuses sont les entreprises où les travailleurs disposent uniquement d'un robinet d'eau courante.

Or il n'est pas possible de boire dans une journée 5 à 6 litres d'eau pure sans addition de jus de fruits, de

sirop ou parfum ce qui d'ailleurs serait insuffisant (manque de sel et de sucre). Ailleurs une pause d'un quart d'heure est autorisée une à deux fois par jour pour aller se rafraîchir à la cantine.

Dans quelques entreprises qui ont calculé qu'il était plus rentable que les ouvriers se déplacent au minimum tout en ayant la possibilité de boire à volonté (ceci pour éviter que les cadences tombent par somnolence) des postes de distribution multiples ont été installés. C'est le cas de la SOLLAC où le calcul a été fait avec des techniciens de l'INRS que «les secondes sporadiques qu'il faudra prendre pour consommer ces boissons coûtent moins cher à la production qu'une pause unique mais plus longue...»

Sur tous les lieux de travail et particulièrement ceux qui exposent à la chaleur en permanence il faut exiger les boissons variées et gratuites à volonté.

QUE FAUT-IL BOIRE ?

La boisson la plus efficace pour compenser les besoins est l'eau pure, servie fraîche environ 12 °C. Elle peut être additionnée de sirop (après vérification de l'absence de colorants et

conservateurs nocifs) mais celui-ci doit être conservé au frais pour éviter les risques de fermentation.

L'ingestion de caféine ne doit pas dépasser 400mg par jour ce qui correspond à trois tasses de café fort, pour éviter les risques de battements cardiaques accélérés (ce qui augmente les pertes et besoin en eau), pour éviter le retentissement sur le sommeil.

Bouillon de viande ou jus de tomate sont nécessaires aux travailleurs de force pour compenser les pertes en sel.

En pratique chez tous les travailleurs exposés à la chaleur sont nécessaires des boissons fréquentes (à doses inférieures à un quart de litre à chaque litre), en dosant alternativement :

- l'eau pure fraîche (1/2 boissons)
- l'eau sucrée avec jus de fruits (par exemple jus de citron, orange pour aromatiser) 1/4 des boissons.
- l'eau salée 1/4 des boissons.

Les boissons alcoolisées doivent être limitées au maximum en été de même que les aliments gras et lourds à digérer (cassoulet par exemple), qui augmentent les dépenses en eau par apport excessif de calories.

DOCTEUR QDP

Liste des postes de travail obligeant l'employeur à fournir des boissons non-alcoolisées autres que de l'eau pure

Postes exposant le travailleur à une sudation permanente et intense en raison de l'utilisation d'un traitement thermique entraînant une forte charge de chaleur, soit par élévation de la température de l'air, soit par le rayonnement, soit par élévation anormale du degré hygrométrique :

- Fondérie : conduite et chargement de fours et cubilots, coulées, conduite des machines de fonderie sous pression,
- Chaufferie : salle de machines ou moteurs thermiques,
- Forgeage et laminage à chaud,
- Conduite des fours, enfournage et défournage de produits de toute nature,
- Moulage et démoulage du caoutchouc (arrêté du 9 janvier 1962),
- Moulages des matières plastiques par compression, lorsque les presses ne sont pas munies d'une isolation suffisamment efficace,
- Verreries : postes de travail à l'intérieur du hall des fours,
- Cuisines de restaurants ou de cantines,
- Postes exposant le travailleur à l'inhalation de poussières susceptibles d'entraîner un dessèchement des muqueuses rhino-pharyngées,
- Fabrication de chaux et ciments : concassage, broyage, et tissage de l'amiante, triage, battage, cadrage et effilochage des textiles, opérations de polissage à sec, extraction, concassage, taille de pierres, manutention et ensachage des combustibles solides, concassage et broyage des noirs de fonderie, dépoussiérage des sacs.

PROGRAMME TÉLÉ

MERCREDI 23 JUIN

TF1
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - 1mn pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'Ané et la Rose Dramatique
22 h 00 - Plein page
23 h 00 - Journal et fin

A2
18 h 00 - Philibert, la fleur
18 h 15 - Le palmarès des enfants
18 h 30 - TV service
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 35 - L'homme de fer
21 h 35 - C'est-à-dire
23 h 05 - Journal et fin

FR3
19 h 50 - Programmes Régionaux
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Au fil du Rhône
20 h 30 - Un été à Vallon

22 h 00 - Journal et fin
Sur FR 3, «Un été à Vallon», film TV de Jean-Daniel Simon. Le film qui combine la fiction et le reportage traite des problèmes des paysans du midi face au développement du tourisme.
Jean-Daniel Simon, cinéaste de gauche, proche du parti révisionniste, prétend faire un cinéma «réaliste» reflétant les problèmes du peuple. Il est intéressant de le regarder pour voir ce qu'il en est. Envoyez vos critiques au Quotidien !

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : Youenn Hebken, orphelin, est élevé par Jakez Nader, tailleur à Pont l'Abbé-Lambour. Kathel Malloz, épouse de Jakez, place Youenn tous les matins chez Fanch Paokamm dont il garde les poules.

Fanch Paokamm fut le premier maître de Youenn Hebken, son premier patron, et son premier instituteur.

Il avait beaucoup de choses à lui raconter. Par exemple, que la guerre était un malheur. Lui, n'avait pas voulu partir. On était venu le chercher. Et on lui avait corrigé le caractère pour qu'il apprenne à obéir. Il avait déserté deux fois. On l'avait repris et battu. Korentinig ar Maout, lui, avait été plus malin : il s'était coupé le pouce et son frère Lan Bijelou lui avait arraché les canines avec une tenaille. Comme ça, on l'avait réformé. Il ne pouvait pas armer le chien du fusil, ni mordre dans la cartouche. Mais ça ne lui avait pas porté chance. La blessure aux gencives s'était infectée, et il était mort six mois après, toute la bouche pour ainsi dire pourrie.

- Au début, j'étais un bon républicain. Tiens, j'ai connu Matthieu Conan. Un sale ivrogne, peut-être bien, mais il avait autant de tête politique que Robespierre. La seule différence, c'est que lui, Conan, n'avait pas d'instruction. Il ne savait même pas écrire proprement en français. Quand tu seras grand, Youenn, il faudra que tu apprennes le Français. Autrement, tu ne pourras jamais discuter avec les autres. Même, tu vois, ça te fera des ennuis. J'ai connu en Allemagne à Francfort un Breton qui s'appelait Begpiz. Lui n'avait pas d'instruction. Il n'a jamais voulu apprendre le français. Ça lui a coûté la vie : il

disait que les mots français étaient trop lourds à remuer pour sa langue ; alors il disait : ya, nan. Et puis un jour, qu'il s'est perdu, ils l'ont pris pour un espion et fusillé sur le champ...

On ne sait jamais à quoi ça peut mener, petit Youenn, de ne pas parler la langue des Francs.

A sept ans, Youenn fut mis à l'école. Pour la première fois de sa vie, il traversa le pont.

Jakez Nader vint l'inscrire sur le cahier de l'instituteur Hamon, un homme avaricieux, qui avait été révérend carme jusqu'en 1789, et qui avait retourné sa soutane en embrassant la nouvelle trinité Liberté-Egalité-Propriété. Et il faut dire qu'il ne savait pas énormément de choses qu'il puisse apprendre aux autres. Mais le ministère lui donnait des instructions strictes : il fallait surtout enseigner le français, parce que les lois et les commandements militaires sont en français.

Jakez paya quinze centimes pour le premier jour de classe de Youenn Hebken. Quinze centimes ! Pour lui donner de l'instruction, une partie de son labeur quotidien. Et il avait dû gronder Kathel Malloz, qui disait devant le petit que c'était de l'argent jeté par les fenêtres, pire, donné à un prêtre renégat, qui avait même osé se marier, et qui montrait sa concupiscence en se promenant le dimanche sur le quai, pour se faire saluer au bras de sa concubine. (Parce qu'un prêtre, ça n'est jamais marié qu'avec l'Eglise, le divorce étant une institution du diable.)

En réalité, l'instituteur Hamon n'était bien vu

par personne. Pas tellement pour des raisons de morale religieuse, mais parce que tout le monde savait qu'une fois par mois il allait à Kemper rapporter au Préfet ce qu'on disait à Pont l'Abbé sur l'Empereur. Et, généralement, les gendarmes trouvaient toujours le moyen d'arrêter quelqu'un qui avait été offensant, soit parce qu'il était mécontent, soit parce qu'il était saoul. La maison d'arrêt de Kemper laissait un mauvais souvenir à ses pensionnaires, ils revenaient tôt ou tard, généralement au bout d'un mois.

Ce qui était plus grave, c'était qu'il dénonçait aussi les receleurs d'objets volés sur les bateaux naufragés à la côte, les ramasseurs clandestins de goémon en dehors des heures permises par la loi, et surtout les jeunes gens qui se cachaient dans la nature pour ne pas partir à l'armée.

Avant la Révolution, il y avait pour ce genre de délation le subdélégué de l'intendant, et aussi le curé de paroisse. Maintenant, il y avait le maire et l'instituteur.

Ce personnage devait former aux vertus civiques les petits pont l'abbistes, dont les parents étaient assez aisés pour lui payer l'écot. Grâce aux sacrifices de Jakez Nader, Youenn se trouva être de ceux-là.

Pas longtemps. Soit qu'il fût déjà conscient de la charge qu'il allait être à son père nourricier, soit qu'il fût rebelle à toute forme d'éducation scolastique, Youenn Hebken arrêta la dépense aux quinze centimes du premier jour.

Voici de quelle façon.

(à suivre)



IL Y A QUARANTE ANS

LE FRONT POPULAIRE

L'ÉCHEC D'UNE GRANDE ESPÉRANCE (1)

La politique suivie par le PCF, dans le cadre du «Front populaire antifasciste» tourne le dos à la lutte pied à pied pour faire jouer à la classe ouvrière un rôle dirigeant au sein de ce Front.

Sous prétexte de préserver l'unité, le PCF est amené à continuer jusqu'en 1938, une politique de plus en plus ouvertement anti-ouvrière.

Conformément aux directives de la 3^{ème} Internationale Communiste, la direction du PCF estime à juste titre que les conditions ne sont pas réunies pour sa participation au gouvernement de Front populaire. Mais, cette juste position ne l'empêche pas de se placer à la remorque des partis bourgeois au sein du Front.

Au bout de quelques mois, sous couvert d'une «pause» dans les réformes, décrétée par Blum, les acquis du mouvement de masse vont être peu à peu repris et l'activité des bandes fascistes, enrayée depuis 1934, connaît un regain, encouragée par la politique des grands partis bourgeois, qui représentent une classe décidée à la revanche sur les travailleurs.

UN APPUI
AU FRONT POPULAIRE
OU A UNE POLITIQUE
ANTI-OUVRIÈRE

De fait c'est un gouvernement faisant le jeu des intérêts du capital financier et affirmant de plus en plus nettement son caractère anti-ouvrier, que le PCF soutient sans réserve, au nom du maintien de «l'union».

En février 1937, Blum annonce la «pause», c'est-à-dire la suspension de l'application des mesures économiques et sociales, afin d'assurer la stabilité des prix et de la «monnaie». Le patronat limite la portée des accords Matignon et reprend ce qu'il a dû concéder aux ouvriers, par une hausse des prix (jusqu'à 70 % alors que les



«au nom de l'union...»

charges sociales n'ont augmenté que de 45 %). D'où une inflation qui contraint Blum à dévaluer le franc (33 %) dès octobre 36 : il est

dit que les riches feront payer les pauvres, d'autant que les radicaux se refusent à un contrôle des changes, la bourgeoisie exporte à l'étranger ses capitaux disponibles, le capital financier fait d'autant plus pression sur le gouvernement de Front Populaire pour l'obliger à gouverner selon ses intérêts, qu'il sait que, contrairement à l'objectif que Dimitrov fixait au prolétariat français, l'appareil d'Etat, l'armée et la police n'ont pas été épurés des conspirateurs qui préparent un coup d'Etat fasciste.

LE FRONT POPULAIRE ET
L'APPAREIL D'ETAT

Le PC soutient un gouvernement qui n'opère aucun mouvement préfectoral en profondeur, ni aucun changement dans les hauts postes de l'armée. Quant à la police, en dehors de la mise à la retraite du directeur de la police municipale et de simples mutations (tel ce directeur de la Sureté Nationale qui passe au Quai d'Orsay !), elle reste inchangée. Aucun changement n'est opéré dans l'appareil judiciaire qui se montre tolérant pour les faits de reconstitution des ligues fascistes dissoutes.

QUAND
LE GOUVERNEMENT
BLUM
FAIT TIRER SUR
LES ANTIFASCISTES...

Le Front Populaire, en France, n'a pris aucune mesure définitive contre les bandes fascistes : si les ligues fascistes sont dissoutes, c'est au nom d'une loi qui interdit «les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser». La bourgeoisie saura utiliser cette loi contre les organisations révolutionnaires. En attendant, elle laisse les ligues fascistes se reconstituer en partis : «Parti Social Français» de De la Rocque ou «Parti Populaire Français» de Doriot. Et le PC soutient sans réserve un gouvernement qui reçoit en grande pompe, en été 1936, le ministre nazi des finances, Schacht, qui se lance dans de violents discours anti-communistes. Et le PC ne retirera pas sa confiance au

gouvernement Blum qui, le 16 mars 1937, à Clichy, fera tirer sur 10 000 manifestants qui voulaient interdire une réunion fasciste de «Croix de Feu». Aveuglement, la police du gouvernement Blum assassinera cinq manifestants et en blessera 300. Qu'à cela ne tienne : le PC poursuit sa politique opportuniste et sans principe de «Front Populaire à tout prix», et lorsque les masses, sur les lieux du crime, réclament vengeance et exigent l'épuration de la police et des forces de répression de tous les éléments fascistes, Thorez ne sait que leur lancer à la figure : «Sales trotskystes!». Non seulement il soutiendra Blum lorsque ce dernier demande, en juin 37, les pleins pouvoirs financiers pour faire payer la crise aux travailleurs, mais il s'associera à toutes les combinaisons ministérielles qui feront suite à ce premier gouvernement Blum (mis en échec au Sénat en juin 37). Ainsi, le PC proposera de participer au gouvernement Chautemps qui voudra limiter par décrets la loi des 40 heures.

DES LES PREMIERS MOIS
DE 37...

Ce n'est qu'en avril 1938 que le PC jugera que le Front Populaire a pris fin, avec l'arrivée au pouvoir de Daladier, qui s'appuie sur la droite. Pour les masses, depuis les premiers mois de 1937, le Front Populaire avait cessé d'être, avec l'échec d'une grande espérance, le moyen de faire payer sa crise à la bourgeoisie. Le PC n'avait donc eu de cesse de soutenir un gouvernement qui n'avait même pas répondu au programme minimum fixé en 35 par Thorez au «gouvernement de gauche» avec soutien du PC (distingué du gouvernement de Front Unique à participation communiste) : «réaliser un programme conforme aux intérêts et à la volonté du peuple de France, assurer la sauvegarde du franc, la répression énergique de la spéculation, la protection des intérêts de la population laborieuse, la défense des libertés démocratiques, le désarmement et la dissolution des ligues fascistes et le maintien de la paix».

Le PCF et la participation au gouvernement...

Lors de la formation du gouvernement Blum, la question de la participation ministérielle se posait au PC. Le 7^{ème} congrès de l'Internationale Communiste, avait précisé les conditions de participations des PC aux gouvernements de Front Populaire Anti-fasciste.

LES CONDITIONS DE
L'INTERNATIONALE

«Ce doit être un gouvernement qui prend naissance comme fruit du mouvement de front unique et ne limite en aucune manière l'activité du PC et des organisateurs de masse de la classe ouvrière, mais au contraire, prend des mesures résolues contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance et leurs agents fascistes». Les gouvernements de Front Populaire devront donc «réaliser des revendications révolutionnaire radicale, déterminées, répondant à la situation. Par exemple, le contrôle de la production, le contrôle des banques, la dissolution de la police, son remplacement par la milice ouvrière armée, etc...». Et l'Internationale Communiste retenait les trois conditions nécessaires à la formation des gouvernements de Front Populaire avec participation des Communistes : «que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie soit suffisamment désorganisé et paralysé, en sorte que la bourgeoisie ne puisse empêcher la formation d'un gouvernement de lutte contre la réaction et le fascisme ;

- que les grandes masses des travailleurs, et particulièrement les syndicats de masse, se dressent impétueusement contre

le fascisme et la réaction, mais sans être encore prêtes à se soulever pour lutter sous la direction du Parti Communiste pour la conquête du pouvoir soviétique ;

- que la différenciation et l'évolution à gauche dans les rangs de la social-démocratie et des autres partis participant au front unique aient déjà abouti à ce qu'une partie considérable d'entre eux exigent des mesures implacables contre les fascistes et les autres réactionnaires, luttent en commun avec les communistes contre le fascisme, et interviennent ouvertement contre les éléments réactionnaires de leur propre Parti hostiles au communisme».

DES CONDITIONS NON
RÉALISÉES

En mai 1936, la seconde condition était, de fait, presque réalisée, malgré la tiédeur de la direction confédérale de la CGT à lutter contre le fascisme et la réaction. Les deux autres conditions n'étaient nullement réalisées : l'appareil d'Etat de la bourgeoisie n'était pas désorganisé ; il aurait pu être paralysé par le mouvement de masse de Juin 36 si la troisième condition avait été réalisée, à savoir que des pans entiers de la SFIO ou du parti radical mettaient en cause les éléments réactionnaires de leur propre parti opposés à des mesures radicales contre les fascistes. Ce qui pouvait être le cas, puisque justement la participation de la SFIO et du Parti Radical à un Front Populaire, sans liberté d'initiative donnée aux masses, était la condition même du soutien de la bour-

geoisie à la solution de type Front Populaire. On ne devait pas tarder à le voir avec l'évolution de la direction du Parti Radical, liée aux intérêts de la grande bourgeoisie, qui se mit d'accord avec le gouvernement Blum pour suivre l'orientation définie par le capital financier. Et jamais les éléments hostiles au communisme, dans la SFIO et au Parti Radical, ne furent réellement combattus par la direction du PC, sous prétexte d'éviter la rupture avec la direction de ces partis.

double tâche de faire cesser la menace fasciste et de faire payer les riches, sur l'activité extraparlimentaire des masses, sur l'organisation des comités de Front Populaire, bref un gouvernement qui soit la préface à l'insurrection armée pour la dictature du prolétariat ; mais dans le même temps, il laissait Thorez développer l'illusion que tout pouvait se faire grâce au gouvernement de Front Populaire : au «Tout par le Front Populaire ! » de Thorez répondent les mises en



Des chefs hitlériens parlant en plein Paris, à la veille de la guerre. Ici, Schleicher.

LA DIRECTION DU PCF,
ON N'Y EST PAS MAIS
ON SOUTIENT

Dès les premières heures du gouvernement Blum, le PC fut prisonnier de ses propres pratiques opportunistes. Thorez fut mis en minorité au Bureau Politique du PC lorsqu'il demanda la participation du PC au gouvernement Blum. Cette position juste du Bureau Politique fut, de fait, sans lendemain. Il rappela à Thorez la définition que lui-même donnait au 8^{ème} congrès du PCF en 35 d'un gouvernement de Front Populaire auquel le PC participerait : «un gouvernement s'appuyant pour réaliser la

garde de Dimitrov : « Ce gouvernement-là ne peut pas apporter le salut définitif. Il n'est pas en mesure de renverser la domination de classe des exploités, et c'est pourquoi il ne peut pas non plus écarter définitivement le danger de la contre-révolution fasciste. En conséquence, il est nécessaire de se préparer pour la révolution socialiste. Le salut ne viendra que du pouvoir soviétique, de lui seul ! ».

Mais le PC, sombrant dans ce que Lénine appelait «le crétinisme parlementaire», perdait toute autonomie politique pour apporter un soutien sans réserve aux gouvernements de Front Populaire.